

LA CRISE

LUTTE DE CLASSE EN IRLANDE ?

L'OPPORTUNISME TROTSKYSTE
EN BOLIVIE

RÉPONSE A D. GUÉRIN

*Révolution
Internationale*

N° 6

SOMMAIRE

I
EDITORIAL

II
LA CRISE

"Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise" (Marx). Avec les derniers événements économiques le "spectre du Communisme" revient hanter non plus la se vile Europe mais le monde entier.

III
LUTTE DE CLASSES EN IRLANDE ? Portant dos crucifix différents, deux frac-

tions du prolétariat irlandais sont dressées l'une contre l'autre par le Capital. Après s'être servi des divisions religieuses pour mieux exploiter les travailleurs la bourgeoisie et ses suivants les utilisent, plus ou moins consciemment, pour se débarrasser de leur seul véritable ennemi mortel; le Prolétariat unifié, conscient et autonome.

IV
L'OPPORTUNISME TROTSKYSTE Voulant s'ériger tour à tour en avant-garde
EN BOLIVIE

paysanne, en patriotes intransigeants, en vrais démocrates anti-fascistes ou en syndicalistes co-gestionnaires, les trotskystes boliviens participent avec la bourgeoisie "libérale" de ce pays au sabotage systématique de la voie prolétarienne.

V
REPONSE à DANIEL GUERIN L'Organisation Conseilliste de Clermont-Fer-

rand répond à une proposition de D. Guérin.

Directeur de la publication

M. LASSAUBE

Correspondance :

B.P. 183 - 31 0 32
TOULOUSE - CEDEX

Abonnement

5 numéros 10 Francs

Abonnement de soutien

5 numéros 20 Francs

JANVIER-FEVRIER 1972

RENAULT

- - - - -

- - - - -
Ce tract a été distribué à la suite de l'assassinat du militant maoïste Pierre Overney et des réactions que cet événement a provoqué dans les milieux de "gauche" et "démocratiques".
- - - - -

- - - - -

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A CHOISIR ENTRE LA DICTATURE FASCISTE OU LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DE LA BOURGEOISIE.

LA SEULE ALTERNATIVE EST : DICTATURE BOURGEOISE (SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT) OU REVOLUTION PROLETARIENNE.

Une fois de plus, la bourgeoisie tente de se laver les mains : "l'assassinat de Pierre Overney est le fait d'un meurtrier". Plus ! Il est emprisonné, la "justice" s'occupera de lui comme tel. Ainsi, la justice bourgeoise ne met en cause que celui qui a exécuté.

Alliés objectifs de la bourgeoisie, opportunistes de tous poils (des "libéraux" aux plus "gauchistes") accusent à l'unisson les "milices fascistes". Que leur dénonciation prenne une forme verbale ou violente, son contenu est toujours le même : "assassins ou fascistes sont coupables !"

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ETRE DUPES !

le fascisme n'est aujourd'hui qu'un fétiche grotesque sur lequel la bourgeoisie lance le mouvement révolutionnaire... POUR QU'IL NE S'ATTAQUE PAS A ELLE !

En effet :

-FACE A LA CRISE ECONOMIQUE CROISSANTE du système, la difficulté permanente de réaliser des profits de par la difficulté de trouver les débouchés aux marchandises, la crise monétaire qui secoue aujourd'hui le monde entier, la hausse des prix et le chômage

-FACE A LA REMONTEE DES LUTTES qui s'ensuit (ouvriers polonais, travailleurs de la Seat à Barcelone, mineurs en Angleterre...) car c'est la classe ouvrière qui ressent le plus durement cette crise (salaires comprimés, 6 millions de chômeurs au U.S.A, plus d'un million en Grande Bretagne, 600.000 en France... sans compter les licenciements et la surexploitation des travailleurs immigrés...)

FACE A TOUT CELA, LA DOMINATION DE LA BOURGEOISIE EST DE PLUS EN PLUS FRAGILE : le système sur lequel son existence repose s'écroule et sa domination est de plus en plus menacée par la remontée du mouvement révolutionnaire.

FACE A CETTE FRAGILITE Lu. BOURGEOISIE EST CONTRAINTE DE DURCIR SA POSITION : pour cela elle emploie tous les moyens, elle réprime, ELLE FAIT COULER DU SANG DANS LES RANGS DU PROLETARIAT.

Mais lorsque la bourgeoisie affiche sa répression de classe elle ne fait que rendre plus fragile sa domination ; elle a tout intérêt à voiler sa nature de classe répressive. Pour cela, les actes terroristes seront attribués à des bandes appelées "fascistes", pour cela toutes les voix démocratiques bourgeoises s'élèveront contre ces mêmes actes... Et le pouvoir de la bourgeoisie ne s'en trouvera pas menacé, au contraire cette attitude est le meilleur moyen de le sauver!

Lutter pour un programme démocratique, ce n'est pas lutter contre la bourgeoisie ! D'autant plus que cette lutte se fait aux côtés de la bourgeoisie même et ses alliés au sein du mouvement ouvrier qui n'ont d'autre rôle que de dévoyer les véritables objectifs du prolétariat:

SA LUTTE DS CLASSE CONTRE LE CAPITALISME, QU*IL SOIT FASCISTE OU DEMOCRATIQUE.

Les syndicats quant à eux continuent à assurer leur rôle de défenseurs du capital : la CFDT exige la dissolution des milices privées... et lance les ouvriers derrière des banderolles démocratiques et de front antifasciste, la CGT pour sa part, est toujours disposée à maintenir l'ordre à Renault alors que la bourgeoisie tue.

-Que soient attribués aux agents de la répression les noms de "fascistes", "provocateurs", "milices" , "flics" etc...

-Que ce soit la police espagnole "franquiste" qui tire sur les ouvriers de la SEAT

-Que ce soit la police française qui chasse les ouvriers occupant les usines (Penaroya, Nice...)

-Que ce soient les milices "ouvrières" qui tirent sur les travailleurs dans les rues de Gdansk.

Que ce soient les milices privées qui tirent à RENAULT...
C'EST TOUJOURS ET PARTOUT LA BOURGEOISIE (sous toutes ses formes)
QUI EXERCE SA VIOLENCE DE CLASSE CONTRE LE PROLETARIAT ET NON UN QUELCONQUE FLEAU QUI MENACERAIT SOIT -DISANT NOTRE SOCIETE DEMOCRATIQUE.

L'EXPLOITATION SOUS TOUTES SES FORMES (le fascisme y compris)
EST PARTOUT ET C'EST DANS L'EXPLOITATION MEME QU'ON TROUVE LES CAUSES DE LA REPRESSION.

-FACE A LA REPRESSION BOURGEOISE :

NON A LA DUPERIE "FASCISME OU DEMOCRATIE !"

UNE SEULE REponse :

LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT!

Révolution Internationale,

EDITORIAL

Alors que la bourgeoisie libérale cherche dans des recettes monétaires des solutions à une crise qu'elle traîne depuis des décades, alors que le capitalisme d'Etat s'installe dans un cycle de paupérisation, d'autarcie et d'organisation de la misère, tous les organismes issus de la lutte de classe (syndicats et partis) s'intègrent de plus en plus à l'ordre capitaliste et oeuvrent avec acharnement et répression à couper court à toute velléité d'indépendance de pensée et de lutte de la classe ouvrière.

De partout, une floraison de sollicitations étrangères aux intérêts des travailleurs pointent et occupent les devants de la scène politique tendant ainsi à masquer les formes profondes de la crise du système et l'alternative : Révolution ou Barbarie.

Dans tous les pays, la "gauche bourgeoise" appelle à l'unité d'action et nous voyons les lamentables trotskystes se jeter sur cette unité, comme sur une planche de salut mais qui ne les sauverait qu'eux-mêmes, laissant encore une fois la classe ouvrière faire les frais de cette union -sacrée de gauche.

Dans le tiers-monde, une vaste campagne de dévoiement des luttes de classe a vu le jour au lendemain de la deuxième guerre mondiale impérialiste et va on s'amplifiant. Faisant feu de tout bois, les maoïstes de tout acabit se raccrochent à n'importe quel prétexte pour pousser à la roue du "front unique" du peuple. C'est la guerre du Vietnam, c'est l'agression contre le "pacifique" Pakistan, c'est la revendication des boutiquiers avec le "libérez Nicoud" "!", c'est l'asservissement de la classe ouvrière noyée dans une masse paysanne au nom des peuples qui ne peuvent s'exprimer que par la voie d'un capitalisme d'Etat, aussi répressif et sanglant que le capitalisme libéral : il y a autant de sang d'ouvriers et de révolutionnaires sur les mains d'un Ho-Chi-Minh que d'un Ayoub Khan, d'un Mao que d'un Brejnev, d'un Nixon que d'une Indira Gandhi.

La même comédie infernale et criminelle se perpétue. Hier les divers Partis dits "communistes" ont livré la classe ouvrière pieds et poings liés à l'exploitation et à la répression, tantôt au fascisme (Pacte Germano-soviétique) tantôt à l'antifascisme et son pendant réactionnaire, la Résistance. Aujourd'hui, ces mêmes partis dits "communistes", aidés en cela par les trotskystes et les maoïstes, se livrent à une surenchère pour se présenter comme les défenseurs des luttes de libération nationales, à tel point que nous les voyons, de part et d'autre du front de la lutte impérialiste en piètre équipage de tortionnaires, de réactionnaires, d'annexionnistes.

Le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions -dit-on, il n'empêche que tous ces pseudo-révolutionnaires tentent de conduire la classe ouvrière en enfer.

- - - - -

Si Lénine pouvait à l'époque écrire " L'impérialisme stade suprême du capitalisme', 'deux guerres mondiales, un problème constant de redistribution des marchés, une accumulation militariste tendant à desserrer l'étau qui comprime de plus en plus le marché mondial, ont au moins l'avantage d'avoir posé depuis près de 50 ans des problèmes que l'œuvre de Lénine ne pouvait couvrir au lendemain de la crise qui débouche sur la Première Guerre Mondiale.

C'est en partie son explication de l'impérialisme qui conditionne la stratégie et la tactique du mouvement révolutionnaire de cette période. Elle permet d'encourager les syndicats étatiques en Russie et les syndicats collaborationnistes dans les pays industriels, elle promouvait un "caractère révolutionnaire" aux luttes nationales et coloniales, elle tend à assurer un front anti-impérialiste par le chemin des Fronts Uniques, unissant des classes aux intérêts contradictoires, les travailleurs pour une révolution socialiste, les petits bourgeois et la paysannerie pour le maintien de privilèges économiques surannés.

La plupart des oppositions dans la 111^e Internationale se fondent sur une plus ^ou moins bonne utilisation des diverses stratégies et tactiques du III Congrès de l'I.C., seule l'opposition des Gauches, celle qui donne matière à Lénine pour écrire son-plus mauvais livre: "La maladie Infantile du Communisme", se rend compte de l'importance de réexaminer toute la lutte du Comintern et de la nécessité de poser le problème du Parti autrement que comme une identification : parti-dictature du prolétariat.

C'est parce-que conscients de cette possibilité idéologique de rejeter tous les vieux pensifs de la lutte de classe qui -ont conduit le Proletariat de défaite en défaite, qu'aujourd'hui des individus et des groupes cherchent à dégager les vrais contours de la lutte de classe et ses impératifs immédiats.

Plus que jamais "l'Emancipation des Travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes"

Plus que jamais les luttes de libération nationale, les fronts uniques, les associations hybrides "peuple" -classe ouvrière, ne conduisent

qu'à la défaite des travailleurs.

Plus que jamais la classe ouvrière doit dégager les conditions de son autonomie et agir dans le sens classe contre classe.

"Révolution Internationale" se donne comme tâche de lutter et d'aider au regroupement de l'avant-garde révolutionnaire en continuant l'action révolutionnaire dans la perspective marxiste de l'histoire.

- - - - - A V E R T I S S E M E N T - - - - -

Le premier numéro de "REVOLUTION INTERNATIONALE" est paru en Décembre 1968. Depuis nous n'avons réussi à paraître que selon un rythme bi-annuel. A partir du numéro 6, notre revue paraîtra beaucoup plus fréquemment et, pour commencer, le numéro 7 viendra deux mois après le numéro six.

Il est évident que l'accélération de notre rythme de parution représentera pour notre groupe un effort financier particulièrement important, aussi invitons nous nos lecteurs à contribuer de leur mieux à notre travail en prenant des abonnements de soutien et en participant à notre souscription permanente.

Enfin, dans le numéro 5 nous avons annoncé la parution dans le numéro 6 de la deuxième partie de notre article sur la décadence du Capitalisme^{1.1} Des circonstances "indépendantes de notre volonté" ne nous permettent pas de tenir cet engagement. Toutefois nous pensons pouvoir promettre de reprendre dès le numéro 8 la suite de cette série.

R . I .

PRESSE REVOLUTIONNAIRE

CAHIERS DU COMMUNISMS DE CONSEILS

R. Camoin.
B.P. 326
13.208 Marseille
CEDEX 1.

J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI...

BP. 183 -31 0 32
Toulouse - CEDEX

INTERNATIONALISM

^25 Riverside Drive,
Apt. 5C,
New York, N.Y. 10025.

ALARM

Melle. N. Espagnol
125, R. Caulaincourt
75. Paris 18°

DIE SOZIALE REVOLUTION 1ST KEINE PARTEISACHE

Rüdiger Blankertz Verlag
1, Berlin 15
Xaneter Str.
1, Berlin Ouest

LA

CRISE

(ALLONS-NOUS

VERS UN NOUVEAU 29 ?)

"Nous avons enfin appris à gérer une économie moderne de façon à assurer son expansion continue." Richard Nixon (1)

Nous constatons dans notre précédent numéro "qu'il est des époques où l'histoire semble s'accélérer et que, "depuis quelques années on assiste à un tel phénomène" (2).

Depuis juillet 1971, où nous écrivions ces lignes, l'actualité, poursuivant sa marche mouvementée, nous a gratifiés encore de l'annonce de la visite de Nixon à Mao, "du discours du 15 Août", de l'entrée de la Chine à l'O.N.U., de la guerre indo-pakistanaise et des récents accords de

(1) Sentance prononcée en Janvier 1969 au cours du discours inaugural de son mandat de Président des Etats-Unis d'Amérique.

(2) R.I. N° 5* "La fin des illusions" p.55.

Washington qui entérinent la dévaluation du dollar. Même s'il n'y avait que ces événements successifs, le bilan de ces derniers mois serait déjà impressionnant, mais cette période se distingua encore par une "activité diplomatique" dont l'intensité ne s'était pas vue depuis l'immédiate avant-guerre de 1939 (nous ne citerons pas ici tous les déplacements de chefs d'États : la liste en est trop longue), et surtout par ce que nous pourrions appeler "la grande peur" de la bourgeoisie mondiale. En effet, ces derniers mois, une interrogation angoissée a parcouru pratiquement tous les organes de la presse bourgeoise :

"ALLONS-NOUS VERS UN NOUVEAU 29 ?"

(1. Si, à notre tour, nous posons la question, ce n'est certainement pas pour tenter de prendre place aux côtés de ces différents commentateurs de l'actualité, universitaires appointés par les diverses fractions de la bourgeoisie, mais bien parce que nous pensons, comme Marx et comme tous les révolutionnaires conséquents, "qu'une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise" (2). Pour nous, donc, les perspectives de la situation économique actuelle conditionnent d'une façon fondamentale la lutte prolétarienne des années futures et par suite la prévision de celle-ci implique la connaissance de celles-là.

- - - - -

Deux grands phénomènes dominent la situation actuelle de l'économie mondiale : la crise du dollar et la récession dont la moindre manifestation n'est pas l'augmentation du nombre de chômeurs qui a d'ores et déjà, dépassé les dix millions pour les pays développés.

La crise et la dévaluation du dollar revêtent une importance considérable sans aucun rapport avec les dévaluations qui peuvent toucher les petites nations, et en particulier celles du tiers-monde, de manière quelquefois chronique. Ainsi, les dévaluations successives qui ont touché, ces dernières années, le peso uruguayen reflétaient la situation catastrophique de l'économie de ce pays, mais n'avaient aucune incidence sur la situation internationale. Par contre, la dévaluation du dollar exprime des difficultés qui ne touchent, ou ne toucheront pas que les États-Unis seuls :

-d'abord parce que cette dévaluation a lieu dans un pays qui produit 40% de la richesse mondiale et qui fait 20%- du commerce international. ¹

- (1) Cf. Le Monde du 5 Novembre 71 "Va-t-on vers une nouvelle "grande crise""
par André Piettre.
- (2) Rheinische Zeitung 1850.

-ensuite, parce qu' une telle mesure n'a pas eu lieu depuis 1934 en pleine époque de la "grande dépression".

-parce que le dollar était considéré comme l'équivalent de l'or (Gold Exchange Standard), faisant usage de monnaie universelle

-enfin, parce que cette mesure vient après la dévaluation de deux autres monnaies majeures : la livre en 1967, le franc en 1969, ce qui traduit bien un malaise à l'échelle internationale.

Les thuriféraires du capital, les Rueff, les Barre, les Galbraith et Samuel, on rivalisent d'ingéniosité pour trouver les "moyens techniques" de dénouer cette crise du dollar, "oubliant" de prendre en compte l'autre phénomène, la récession, dans leur analyse de la situation. Pour les économistes bourgeois il existe des problèmes monétaires qui doivent trouver une solution sur le plan monétaire et des "variations de la conjoncture" qu'on regarde faire en attendant des jours meilleurs. Cette vision parcellaire et étroite de la situation leur est dictée par l'alliance qu'ils ont contractée avec le capital ; une plus grande lucidité et une vue globale des choses leur donnerait le vertige puisqu'elles leur ferait apparaître le gouffre des contradictions insolubles au-dessus duquel est suspendu leur cher mode de production capitaliste.

Pour notre part, n'ayant pas de tels problèmes affectifs à résoudre, nous tenterons de déterminer les causes profondes qui sont à la base de ces deux phénomènes : la crise et la dévaluation du dollar et la récession pour en révéler l'unité et dégager les perspectives immédiates et plus lointaines de l'humanité.

POURQUOI LA DEVALUATION DU DOLLAR ?

A cette question, Nixon s'empresse de -répondre, le 15 Août: "à cause des méchants spéculateurs acharnés à la perte de notre monnaie", et il s'empresse de prendre toute une série de mesures qui contredisent une telle vision simpliste. (°)

(°) Rappelons ici l'essentiel de ces mesures

- suppression de la convertibilité en or du dollar
- instauration d'une taxe de 10%- sur toutes les exportations
- blocage des prix et des salaires pendant 90 jours
- réduction de certaines dépenses fédérales
- allègement de certains impôts sur le capital afin de relancer l'expansion et lutter contre le chômage
- réduction de l'aide à l'étranger

Si on veut échapper à un tel simplisme, il est utile de faire précéder toute réponse à cette question par quelques remarques sur la monnaie et son rôle dans l'économie.

Historiquement, la monnaie est apparue quand le simple troc s'est révélé trop rigide pour permettre les échanges entre les producteurs. A l'origine de toutes les sociétés marchandes on a vu apparaître et se singulariser une marchandise particulière ne se distinguant en rien des autres sinon qu'elle peut être utilisée par la quasi totalité des membres de la société et que sa valeur d'usage se conserve dans le temps. Cette marchandise devient un équivalent général de la valeur reconnu par tous : tout vendeur est tenu d'accepter cette marchandise particulière en échange de ses produits et a la certitude qu'avec cette marchandise il pourra acquérir tous les biens nécessaires à sa consommation.

Cet équivalent général de la valeur, qui peut prendre des formes multiples suivant les sociétés (bétail, sel, dates, sucre, tabac, peaux d'animaux, ivoire, métaux précieux... et billets de papier convertibles en monnaie métallique auprès des instituts d'émission) se caractérise par trois fonctions essentielles :

- il est un moyen d'échange général officiellement reconnu.

En place du troc, les échanges suivent maintenant le schéma :

marchandise A contre monnaie
monnaie contre marchandise B

- il est également un moyen de thésaurisation qui permet de faire face aux inéquations temporaires qu'il peut exister entre la production et la consommation (telle marchandise produite pendant une saison sera consommée pendant toute l'année, telle autre, produite durant toute l'année sera consommée en quelques semaines.)

- il est enfin et surtout un moyen de mesure de toutes les valeurs.

Cette condition est en effet indispensable pour que les autres soient assurées. En effet, l'échange n'est possible que si est établie la proportion dans lesquelles s'échangent deux marchandises . Cette proportion est donnée par le fait que le travail social moyen concentré dans deux marchandises s'échangeant est sensiblement le même (°)

(°) Marx a montré qu'il n'existe que rarement une telle identité. En règle générale, le prix d'une marchandise, c'est à dire, le rapport dans lequel s'échange cette marchandise avec la marchandise monnaie, quintessence de toute valeur, oscille autour de sa valeur, c'est à dire le travail social moyen nécessaire à sa fabrication.

Mais sur le marché, les agents ne comptabilisent pas la valeur des marchandises en heures de "travail social moyen" qu'elles renferment (et qui n'est en général pas connue) mais en unités de monnaie. Chacune d'elles, par conséquent est l'équivalent d'une certaine quantité de travail (le travail qu'il a fallu pour la fabriquer).

Actuellement, l'étalon universel monétaire est l'or -qui sert encore de base de référence- pour la fixation du rapport dans lesquelles s'échangent les différentes monnaies nationales. Et la valeur d'une certaine quantité d'or lui est conférée par le travail qu'il a fallu pour la produire. Par conséquent le taux de change des différentes monnaies nationales a encore à sa base une même quantité de travail socialement nécessaire qu'elles représentent. Ainsi si nous avons simultanément :

- 1 heure de travail = 12 yens et
- 1 heure de travail = 4 dollars (°)

l'échange entre les deux monnaies se fera comme suit :

4 dollars contre 12 yens

c'est à dire 1 dollar contre 3 yens

Mais supposons que pour une raison quelconque l'heure de travail moyenne du travailleur américain ne vaille plus 4 dollars mais 6 dollars (à la suite d'une augmentation brutale et générale des salaires, par exemple) alors que celle du travailleur japonais continue à valoir 12 yens, l'échange

A dollars contre 12 yens

ne sera plus égax. Pour rétablir l'équilibre il faudra échanger

6 dollars contre 12 yens

et le dollar ne vaudra plus que 2 yens au lieu de 3 précédemment.

Mais que se passerait-il si les Etats-Unis refusaient de dévaluer leur monnaie ? Une même marchandise valant par exemple une heure de travail et produite à la fois par le Japon et les Etats-Unis vaudrait 6 dollars et 12 yens, alors que les monnaies s'échangeraient au taux de 4 dollars pour 12 yens. Un acheteur du marché mondial désirant se procurer cette marchandise et possédant des dollars aurait intérêt à changer ces dollars contre des yens auprès de la banque fédérale américaine (qui, jusqu'à présent était censée accepter les dollars en échange de leur contrepartie officielle dans n'importe quelle monnaie; et ensuite d'acheter la marchandise en question au Japon. En effet, s'il achetait directement aux U.S.A. il lui faudrait 6 dollars alors qu'en changeant ces dollars il obtiendrait 18 yens qui lui permettraient d'acheter 50% en plus de cette marchandise.

On assistera donc à un double phénomène :

- plus personne ne voudra des marchandises américaines, le marché américain lui-même étant envahi par les marchandises étrangères

-les détenteurs de dollars essaieront de s'en débarrasser et d'acheter à la place des yens (ou des marks ou des francs)

 (°) Ces proportions sont arbitraires et ne prétendent avoir aucun rapport avec la réalité.

C'est exactement la situation qui se développe au cours de l'été 71 et qui aboutit aux mesures du 15 Août.

Celles-ci ont pour but essentiel d'empêcher la spéculation sur le dollar et par conséquent la fuite de capitaux en supprimant la convertibilité du dollar et de faire barrage aux marchandises étrangères en instaurant une taxe de 10% sur les importations. Mais ces mesures ne font que prélude à une véritable dévaluation qui a eu enfin lieu le 18 Décembre.

Nous avons vu par conséquent que la dévaluation est la mesure que doit adopter sous peine de catastrophe un pays quand le coût de production de ses marchandises s'élève plus vite que celui des marchandises de ses concurrents. Quelles peuvent être les causes d'une telle élévation de ce coût? On peut en distinguer principalement trois :

1° -une élévation plus que normal des salaires des travailleurs de ce pays.

C'est le cas de la dévaluation de 1969 du franc qui a pour origine principale le déséquilibre provoqué par la hausse brutale de plus de 10% des salaires des travailleurs français à l'issue de la grève de mai-juin 1968.

En ce qui concerne les Etats-Unis on peut en effet supposer que le taux élevé des salaires des travailleurs par rapport à ceux des autres pays a, à la longue pu constituer un handicap pour les produits américains. Mais ce taux reflète une productivité qui est de très loin la plus élevée du monde. D'ailleurs cet écart entre les salaires des travailleurs américains et les autres était déjà très important (sinon plus que maintenant) dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale et où l'économie américaine régnait en maîtresse incontestée. On peut d'autre part, considérer que les hausses importantes obtenues ces dernières années par les salariés américains, consécutivement à la relance qui après 1965 a suivi la guerre du Vietnam, ont pu contribuer à grever les coûts de production des marchandises américaines. Mais pendant la même période les salaires des travailleurs allemands ont connu une hausse semblable ce qui n'a pas empêché les marchandises qu'ils produisaient de faire une concurrence des plus victorieuses aux marchandises américaines. Par conséquent, même si cette explication permet de rendre compte d'une certaine façon de la nécessité de dévaluer le dollar, elle ne peut le faire que d'une façon très partielle.

2° -Une augmentation de la productivité plus faible que celle des autres pays.

Ce fut le cas de l'Angleterre jusqu'en 1967 qui, n'ayant pas renouvelé suffisamment ses structures de production se trouvait dans

une situation de stagnation de la productivité qui lui interdi sait de plus en plus la porte des exportations. La dévaluation de la livre Sterling, payée par l'austérité des travailleurs anglais a permis à ce pays de rétablir sa balance commerciale et par suite de faire les investissements nécessaires.

On peut considérer de même que là réside une des causes de la dévaluation du dollar. Dans les dernières années les pays européens et le Japon (et en particulier ce dernier pays) ont développé et modernisé leur capital d'une façon beaucoup plus rapide que les Etats-Unis, ce qui a eu pour effet une hausse importante de la productivité de ces pays. L'indice de cette hausse de productivité peut être fourni, du fait du nombre à peu près constant des travailleurs de l'industrie dans ces différents pays, par la croissance moyenne de la production d'articles manufacturés, croissance, qui se révèle être plus élevée dans la plupart des pays qu'aux Etats-Unis :

Canada	: 5,3%
France.....	: 5,7%
Allemagne.....	: 5,9%
Italie.....	: 8,3%
Japon.	: 14,2%
contre Etats-Unis.....	: 4,7% (1)

Il semble, par conséquent, que là réside une des causes importantes des difficultés actuelles du dollar, mais, cette hausse insuffisante de la productivité a elle-même une origine qu'on est obligé de chercher dans la troisième cause qui peut contraindre en général un pays à la dévaluation :

Des charges improductives trop lourdes pour l'économie de ce pays.

En effet, dans le prix de revient d'une marchandise commercialisée sur le marché mondial entrent, 1^o, la rétribution des salariés l'ayant fabriquée (capital variable), 2^o, le paiement des matières premières et des machines mises en oeuvre pour cette fabrication (capital constant) et, 3^o, le profit du capital. Mais ces trois quantités sont toutes les trois frappées par les prélèvements qu'opère l'Etat pour financer ses dépenses (impôt sur les salaires, sur le capital, sur les profits et autres taxes indirectes) ce qui fait que le travailleur ne perçoit jamais l'intégrité de la quantité d'argent dépensée par le capitaliste pour le payer, que l'achat de moyens de production représente pour ce dernier une dépense plus élevée que leur valeur effective et qu'enfin, son profit, c'est à dire, sa faculté d'accumuler est à son tour atteint, par conséquent le volume des prélèvements faits par l'Etat est un des facteurs qui intervient (1)

(1) Chiffres annuels moyens calculés entre 1945 et 1968 et donnés par l'O.C.D.E. en Décembre 1970.

sur le prix des marchandises qu'un pays vend sur le marché mondial ainsi que sur le taux d'accumulation et de développement de son capital.

Un autre élément, vient grever les prix de vente des marchandises : c'est l'ensemble des dépenses, faites par le capitaliste, qui n'entrent pas directement dans la production elle-même (salaires ou moyens de production) mais sont cependant indispensables pour commercialiser les produits. Il s'agit de tous les frais de publicité, d'études de marchés, de gestion qui alimentent ce qu'on appelle le "secteur tertiaire". Ce secteur est particulièrement développé aux Etats-Unis où les "cols blancs" sont aujourd'hui plus nombreux que les "cols bleus" et continuent encore à gagner du terrain.

Ce facteur contribue également à expliquer les difficultés récentes de l'économie américaine, mais là encore, il ne peut s'agir que d'une explication partielle puisque les autres grands pays industriels se sont engagés également, bien qu'avec un certain retard, dans un tel processus de développement du secteur tertiaire au détriment des secteurs secondaires et primaires (salariés de l'industrie et agriculteurs) qui sont les seuls producteurs.

Revenons-en aux prélèvements effectués par l'Etat sur l'économie nationale. Une partie de ces prélèvements est destinée à financer des dépenses productives : ainsi les dépenses gouvernementales d'équipement (transports, télécommunications...) de santé et d'éducation, de prise en charge de secteurs déficitaires mais nécessaires au capital d'un pays (SNCF en France par exemple), toutes ces dépenses donc, ne sont pas perdues pour le capital puisqu'elles lui sont restituées sous forme d'une force de travail de meilleure qualité, de coûts de transports plus faibles, etc..., et viennent d'autant renforcer la compétitivité des marchandises de ce pays.

Mais l'autre partie de ces prélèvements est destinée à des dépenses totalement improductives bien que nécessaires au maintien des positions du capital national tant à l'intérieur (police, tribunaux, administration, armée) qu'à l'extérieur des frontières (corps expéditionnaires, appui militaire des régimes "frères" ou "alliés", "experts" de toutes sortes).

Les Etats-Unis qui, depuis la dernière guerre mondiale se qualifient de "gendarme du monde", sont la nation qui engouffre la quantité de très loin la plus élevée dans ces dépenses improductives.

Or ces dépenses, et en particulier les dépenses militaires sont une perte sèche pour l'économie d'un pays. Alors que la production de biens de production ou de consommation constitue une métamor-

-phose dans la forme de la valeur (qui tend à augmenter en quantité à chaque cycle productif mais jamais à diminuer), la production d'armements aboutit à une destruction de la valeur. Effectivement la valeur des moyens de production est restituée intégralement après leur utilisation dans le produit et celle des biens de consommation dans la force de travail qu'ils permettent d'animer (aliments pour nourrir les ouvriers, voitures pour les amener à leur travail...), mais par contre la valeur des obus et des bombes s'envole en fumée si l'on peut dire, au moment de leur utilisation qui ne crée aucune valeur nouvelle, (quand elle n'en détruit pas).

Les dépenses d'armement sont donc, pour un pays, une charge qui pèse directement sur le prix de ses marchandises et par suite sur sa compétitivité dans l'arène internationale.

Une vérification éclatante en est donnée par ce qu'on a appelé les trois "miracles" de l'après-guerre : le taux de croissance exceptionnel des trois vaincus de la dernière guerre mondiale, l'Italie, l'Allemagne et le Japon.

Certains n'ont voulu chercher à ces "miracles" d'autre explication que le degré de destruction exceptionnel subi par ces pays pendant la guerre. La nécessité de "repartir de zéro" dans la reconstitution des moyens de production a permis de donner à ceux-ci un modernisme et par suite une rentabilité bien plus grande que dans les autres pays. Cet argument est partiellement vrai mais il ne suffit pas à tout expliquer : le pays qui a aujourd'hui encore l'instrument de production le plus moderne et le plus rentable est celui qui a subi le moins de destructions pendant la dernière guerre : les Etats-Unis.

Il existe une autre explication bien plus solide à ces "miracles" des pays vaincus : leur défaite en a fait des pays sans armement ou à l'armement limité. Par suite, la part de production nationale destinée à ces dépenses improductives s'en est trouvée réduite d'autant permettant un essor de l'accumulation en conséquence.

par conséquent, il apparaît clairement que les dépenses énormes d'armement que les Etats-Unis ont faites ces dernières années sont un facteur décisif dans l'enchérissement de leurs marchandises et par suite dans la situation qui a conduit à la dévaluation du dollar. Et l'insistance croissante avec laquelle le gouvernement des Etats-Unis demande à ses alliés d'assumer une plus grande part dans la défense du "monde libre" n'est pas pour contredire cette hypothèse (1).

De l'avis même des officiels américains les dépenses militaires à l'étranger sont une des causes essentielles du déficit chronique

(1) Le graphique n°1 permet de se faire une idée de l'évolution des dépenses militaires ces dernières années.

de la balance des paiements américaine qui est une des composantes de la crise du dollar. (En 1970, 3358 millions de dollars sur 9,5 milliards de déficit -d'après "Informations et Documents", n° 311, publication de l'ambassade américaine).

CONSEQUENCES et PERSPECTIVES de la DEVALUATION

Nous avons donc vu qu'à l'origine de la récente dévaluation du dollar, on trouve:

- une croissance trop importante des salaires ainsi qu'une augmentation de la productivité trop faible des travailleurs américains relativement à celle des travailleurs d'autres pays ;
- le poids chaque jour plus écrasant des dépenses militaires des Etats-Unis, "Gendarme du monde".

Par conséquent la dévaluation du dollar, pour être efficace, doit s'accompagner de mesures qui devraient agir suivant deux axes principaux:

- un arrêt de la hausse des salaires des travailleurs américains accompagnée d'une augmentation de l'exploitation de ces travailleurs ;
- une réduction massive des dépenses militaires.

Les mesures du premier type ont été prises dès le 15 Août: instauration d'un blocage des prix et des salaires accompagnée d'une exhortation à l'effort national et à la paix sociale, et à laquelle l'A.F.L.-C.I.O. s'est empressé d'acquiescer en participant aux commissions chargées de contrôler ce blocage.

On pourrait penser que le blocage des prix qui accompagne le blocage des salaires saura empêcher une baisse du niveau de vie des travailleurs américains. En fait, ceux-ci subiront immédiatement, les hausses des prix des produits de consommation importés qui eux, évidemment, devront se conformer au nouveau taux de change du dollar. Quant aux produits industriels importés par les capitalistes américains, leur renchérissement se répercutera automatiquement sur le prix des marchandises qu'ils auront permis de fabriquer et -si le blocage sur les prix de celles-ci se maintient- sur le taux de profit des capitalistes. (qui pour rétablir la situation s'empresseront d'intensifier l'exploitation des travailleurs.)

Par conséquent, dans tous les cas la dévaluation du dollar ne peut signifier, pour les travailleurs américains, qu'une baisse de leur niveau de vie et une augmentation de leur exploitation. Cette agression contre les conditions de vie des travailleurs américains sera d'autant plus violente qu'au lieu de restreindre les dépenses d'armement, pourtant responsables du déséquilibre monétaire, le prochain budget fédéral prévoit une augmentation assez considérable de celles-ci: 6,3 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Or, il ne s'agit pas là d'une lubie du président Nixon qui serait retombé dans les nasses du "complexe militaro-industriel". En fait, cette décision malgré le sort qu'elle porte au redressement du dollar est contrainte par deux impératifs :

-la place militaro-politique de l'impérialisme américain dans le monde : à l'heure où s'annonce une recrudescence des divers conflits inter-impérialistes (Indochine, Pakistan, etc...) et une redistribution des cartes entre les blocs, celui-ci a besoin du maximum de moyens pour maintenir ses positions face aux impérialismes russe et chinois, ses rivaux, (1)

-le chômage croissant aux U.S.A. et la crise qui touche un grand nombre des secteurs de pointe, grands fournisseurs de l'armée.

De la même façon que l'intensification de la guerre du Vietnam avait permis après 1965 une resorption du chômage et une certaine "re-lance" de l'économie américaine, le "désengagement" américain de ces pays, s'est répercuté immédiatement sur les branches industrielles concernées. En particulier, la réduction des effectifs du corps expéditionnaire a eu les conséquences les plus néfastes pour les compagnies aériennes américaines qui assuraient une bonne partie du transport des troupes. (PAN Am et "T. A." • doivent leur survie aux comandos du Pentagone). Cette situation n'est pas étrangère à la crise que subit actuellement l'aviation civile à l'échelle internationale, crise dont une des conséquences n'est rien moins que les faillites de Lockheed et de Rolls-Royce qui a plongé 40% de la population de Seattle dans le chômage et contribué à augmenter celui qui touche actuellement la Grande Bretagne. Sans tout expliquer, cette crise de l'aéronautique est particulièrement significative de la situation actuelle où toute réduction des dépenses militaires est synonyme d'augmentation du chômage et en particulier aux Etats-Unis où presque dix millions de salariés travaillent pour l'armement.

De tout cela il ressort, par conséquent que toutes les conditions ne sont pas réunies pour que la dévaluation du dollar soit une réussite c'est à dire qu'elle permette : 1° une baisse importante sur

 (1) La récente installation en Grèce d'importantes bases navales qui renforcent d'autant le régime des colonels malgré les hauts cris de la bourgeoisie libérale américaine traduit bien cette tendance au renforcement des positions militaires de U.S.A. face à celles de l'U.R.S.S. qui, depuis le conflit du Moyen Orient a fait son entrée en Méditerranée.

les prix des produits américains en concurrence avec les marchandises d'autres pays, condition fondamentale pour un rétablissement des positions commerciales américaines dans le monde, et 2°, une "exportation du chômage" qui s'installe actuellement aux U.S.A (où le chiffre des sans-travail atteint les six millions). D'ailleurs, l'éventualité d'une telle réussite semble s'estomper puisqu'on assiste en ce début d'année 72 à une nouvelle "fièvre de l'or" : sur la place de Londres, le 2 Février, l'once d'or s'est vendue 49,25 dollars, alors que depuis les accords de Washington, le taux officiel est de 38 \$, soit une dévaluation de près de 30%.

Pour résumer, l'économie américaine se trouve prise dans un cercle vicieux : les mesures prises pour réduire le chômage (augmentation de dépenses fédérales et en particulier d'armements) se traduisent par une difficulté à exporter la production ce qui est source de chômage.

par ailleurs il serait vain de penser que la faiblesse (relative) de l'économie américaine par rapport à ses concurrents soit en mesure d'assurer un regain de prospérité pour ceux-ci : une récession aux Etats-Unis se traduit immédiatement par une réduction de la demande y compris des produits étrangers et par suite se répercute à terme sur ces économies. Il n'est d'ailleurs pas besoin de faire des prévisions puisque c'est déjà la situation actuelle où on voit le chômage s'installer dans les principaux pays développés.

Dans l'hypothèse d'une "réussite" de la dévaluation du dollar nous assisterons à une "exportation" directe des difficultés et du chômage américain vers les autres pays : depuis le 15 Août c'est d'ailleurs ce qui s'est partiellement passé et en particulier en Amérique Latine où les mesures Nixon ont fait souffler un vent de panique dans les milieux d'affaires. En tout état de cause, la puissance économique et politique et militaire, des Etats-Unis est encore assez forte pour retarder la crise au détriment des "partenaires", mais, là encore, il ne peut s'agir d'une solution définitive : la crise dans les autres pays réduira la demande de produits américains ce qui entraînera une récession aux Etats-Unis-mêmes.

Quelle que soit l'hypothèse qui se réalisera, la perspective des prochaines années est donc un ralentissement de l'activité économique et une augmentation du chômage- : un grand nombre d'économistes bourgeois ne s'y trompe pas qui annonce une récession accrue pour les années 72 et 73 (1).

(1). Voir "Le Monde" du 25-1-72» page 13 : "Pas de retour prochain au plein-emploi en Europe, "

A ce stade nous pouvons déjà conclure, par conséquent à la faillite des théories néo-keynésiennes pour qui une action concertée et une demande importante de la part de l'Etat, étaient capables de garantir le plein-emploi et une expansion continue dans les pays industriels .

Le meme constat d'échec s'applique aux conceptions, qui ont pénétré jusque dans les rangs du mouvement révolutionnaire et suivant lesquels la production d'armements était capable de constituer des débouchés illimités pour la production capitaliste et par suite de résoudre le problème de la surproduction. Le cercle vicieux évoqué plus haut, dans lequel se trouve enfermée l'économie américaine et à sa suite toutes les autres économies, apporte à cette thèse un cinglant démenti : toutes les dépenses militaires engagées ces dernières années n'ont pas empêché le capitalisme de s'engager sur la voie d'une nouvelle récession et ceci de l'avis même de ses plus fidèles apologistes (1) .

Mais pour pessimistes que soient ces économistes, leur audace ne va pas au-delà de la caractérisation de la crise actuelle comme une crise cyclique, semblable à celles qui, au siècle dernier, frappaient régulièrement les pays capitalistes tous les sept ou onze ans. La récession qui s'avance serait un "remake" de celle qui a touché les Etats-Unis vers 1965 en un peu plus grave mais qui, après une période de réadaptation et de réajustement du marché, céderait la place à une nouvelle expansion généralisée. Cette opinion est d'ailleurs partagée par un certain nombre de courants prétendus "marxistes" ou "révolutionnaires" (que nous critiquons par ailleurs (2), pour qui le capitalisme serait parvenu à contrôler ou limiter ses crises économiques, la contradiction mortelle de ce mode de production résidant dans l'antagonisme irréconciliable entre exploités et exploités, ou entre "dirigeants et exécutants*.

La question qu'il faut donc poser est la suivante :

LA CRISE QUI COMMENCE EST-ELLE' DU TYPE 19° SIECLE AVEC UNE REPRISE ASSUREE APRES, UNE PHASE TEMPORAIRE D'INSTABILITE ET DE REAJUSTEMENT OU BIEN, RESSEMBLE-T-ELLE A CELLE DE 1929 QUI NE FUT SUIVIE D'AUCUNE REPRISE NOTOIRE ET ABOUTIT A LA GUERRE ?

LES CRISES AU 19° SIECLE ET AU 20° SIECLE

Entre les crises telles qu'elles se déroulaient au siècle der-

(1) Le graphique N° 3 donne une idée particulièrement nette du ralentissement actuel de l'économie mondiale.

(2) Voir "Volontarisme et confusion" dans le prochain numéro de R.I.

nier et celles, beaucoup moins nombreuses qui ont secoué le 20^e siècle une comparaison est facile à établir :

-dans les deux cas on assiste à une surproduction de marchandises qui ne trouvent plus d'acheteurs solvables, un grand nombre d'entreprises font faillite, ce qui jette dans le chômage un nombre exceptionnel de travailleurs et abaisse de façon importante les salaires de ceux qui gardent leur travail : dans un cas comme dans l'autre l'excédent de richesses conduit à un surcroît de misère pour ceux qui les produisent.

- par contre la conclusion de ces crises est tout à fait différente d'après l'époque où elles ont lieu. Au siècle dernier, après une période de recul et d'instabilité, l'économie repartait de plus belle : l'élimination des entreprises les moins rentables et l'ouverture de nouveaux marchés suffisait à rétablir la situation. Au 20^e siècle, le monde n'a connu que deux crises générales du capitalisme : en 1913 et en 1929, mais dans les deux cas, celles-ci ont abouti à des guerres mondiales (1) qui ont plongé l'humanité dans une barbarie dépassant de loin tout ce que Marx et Engels pouvaient imaginer quand ils utilisaient ce terme. Alors que la surproduction, au siècle dernier, se produisait dans le cadre des marchés existants mais n'excluait pas la possibilité de trouver de nouveaux débouchés dans d'autres secteurs non encore explorés (et, par suite, autorisait une solution pacifique à la crise), la surproduction au 20^e siècle est générale. Pour résoudre la crise il n'existe plus la possibilité pour chaque nation de partir à la conquête de marchés encore vierges : cette conquête se fait forcément au détriment d'une autre nation.

Par suite, les crises du 20^e siècle ont comme prolongement logique et inéluctable la guerre impérialiste où chaque nation tente de ravir par la force les marchés de sa rivale. Ces guerres se traduisent donc par une destruction massive du capital (moyens de production et travailleurs) : les périodes de prospérité du 20^e siècle sont, par ces faits, des périodes de reconstruction du capital détruit pendant la période antérieure. Au cycle expansion-récession-nouvelle expansion du siècle dernier a succédé le cycle : CRISE-GUERRE-RECONSTRUCTION-CRISE ...

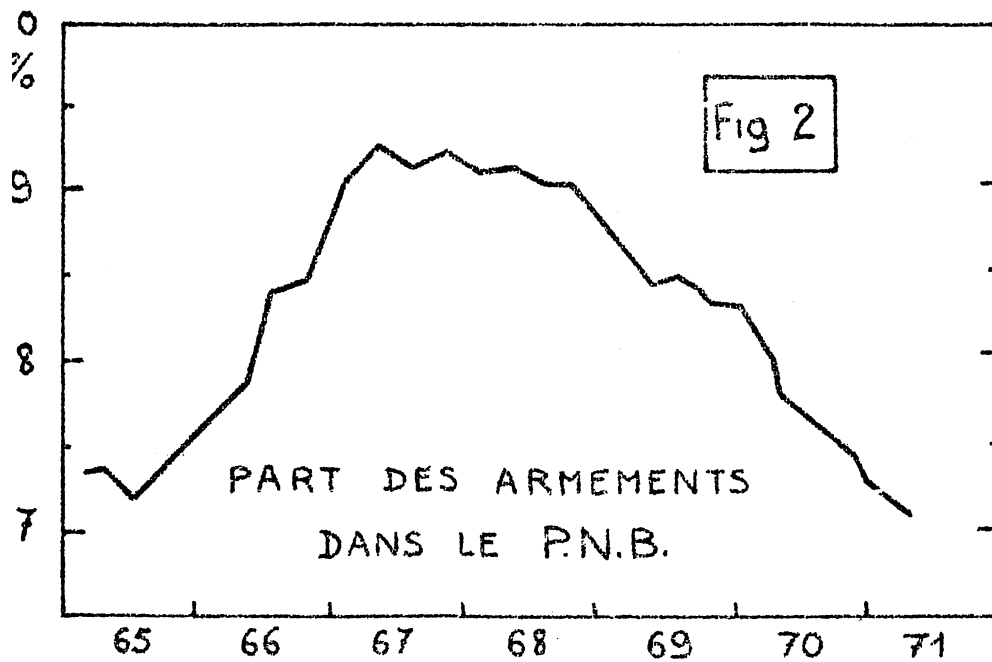
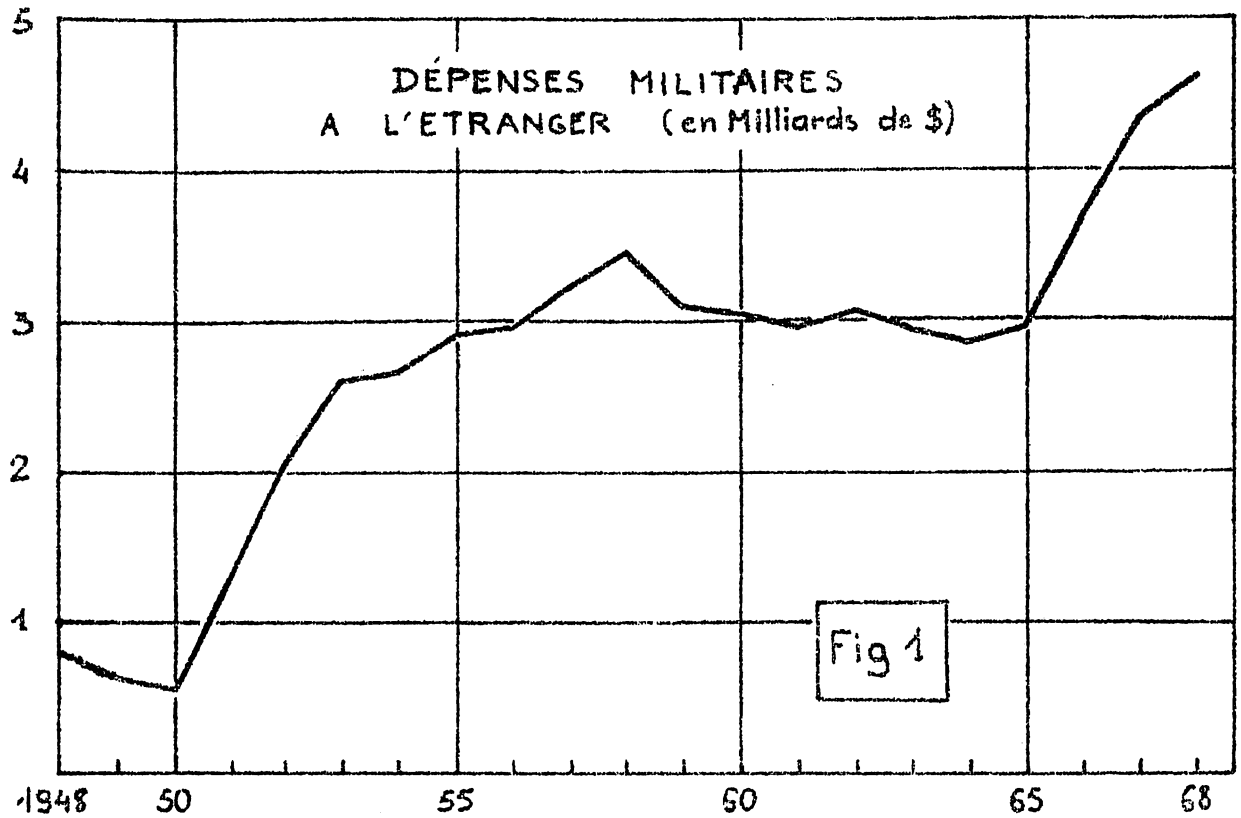
Si, comme le dit Trotsky, les crises du siècle dernier étaient comme les battements de cœur du capitalisme qui connaissait alors son plein développement, les crises de ce siècle sont comme le râle de son agonie.

C. Giné

(A suivre)

(1) Il est à noter que la Guerre de 14 éclate avant que la crise de 1913 n'ait pu connaître son plein épanouissement, ce qui autorise certains à dire que cette guerre n'est pas directement liée à une crise économique.

LES DÉPENSES D'ARMEMENT DES ÉTATS-UNIS



TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

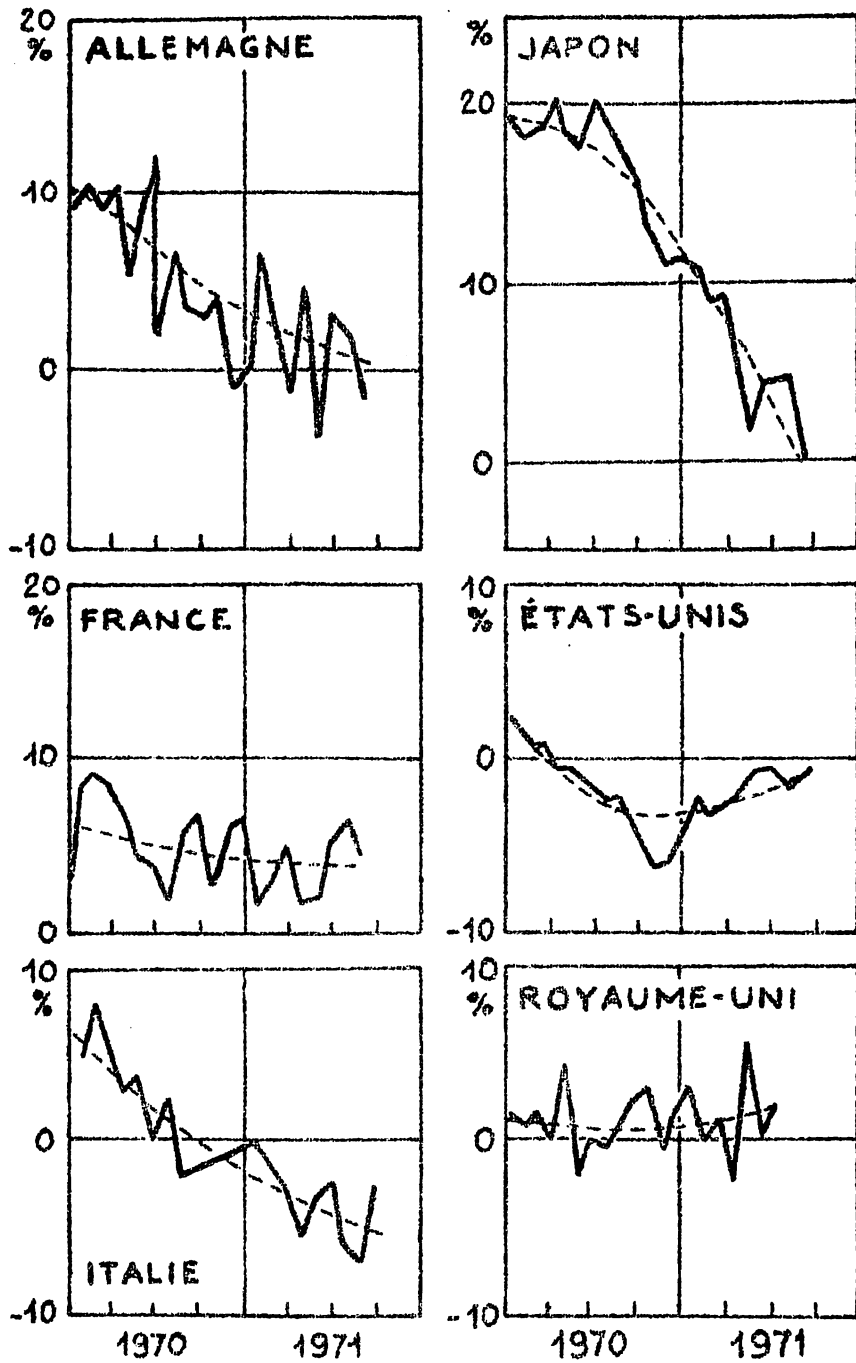


Fig n° 3

(D'après "Le Monde" du 7.12.71)

LUTTE

DE

CLASSE

EN

IRLANDE ?

Depuis le début -des -événements en Août 1968, la situation en Irlande n'a cessé de se détériorer, de prendre une tournure de plus en plus dramatique. Il est difficile de rester indifférent face aux atrocités qui sont commises chaque jour de part et d'autre -même si elles ne sont qu'à peine comparables à celles qui. ont lieu aujourd'hui dans maints endroits du monde.

Ce qui "ne nous laisse pas indifférents", ce qu'il y a de plus terrible dans ce drame irlandais, c'est que les morts, les souffrances et les luttes désespérées qui sont en train de s'y dérouler restent sur le terrain le plus stérile qui soit : le terrain du nationalisme et donc, de la bourgeoisie.

De telles luttes ont déjà coûté des milliers -sinon des millions de morts inutiles, de morts pour la perpétuation du capitalisme. Les treize morts qu'a fait l'armée britannique dans le quartier du Bogside, le dimanche 30 Janvier, n'ont fait qu'en rallonger la liste.

A l'odeur du sang les charognards accourent...

Dès que des épisodes tels que le "Dimanche Sanglant" du Bogside ont lieu, le premier souci de la bourgeoisie dans son ensemble (et par bourgeoisie nous entendons toutes les forces qui, d'une façon ou d'une autre, luttent pour le maintien du capitalisme sous quelque forme que ce soit : capitalisme "démocratique libéral", ou capitalisme d'état, dit "socialisme) est, d'une part, de montrer son indignation, sa réprobation, ou, sa sympathie au peuple opprimé ; d'autre part -et c'est lié- d'inventer tous les stratagèmes possibles et imaginables, d'utiliser toutes les mystifications et les "boucs émissaires" qu'elle a dans son répertoire, afin d'éviter que des coups ne soient portés contre le vrai ennemi qui n'est autre que le système capitaliste dans son ensemble. Ces mystifications sont l'atout le plus fort que possèdent les classes exploitantes pour maintenir en vie leur système, surtout quand celui-ci entre en crise et rencontre de plus en plus de difficultés à fonctionner, comme c'est le cas aujourd'hui. Nous verrons qu'en Irlande, ces mystifications foisonnent.

*

Ainsi, dès que la nouvelle des meurtres du Bogside a été connue, toute la bourgeoisie libérale et bien pensante -les Lynch, Wilson, Shumann, Kennedy...- a exprimé son émotion ou sa sympathie pour le peuple irlandais. Les "gauchistes", plus "radicaux", et fidèles à leur politique du "qui vais-je soutenir aujourd'hui?" se sont empressés d'organiser des "comités Irlande" et des manifestation de soutien au peuple irlandais. (En Angleterre, depuis longtemps, tous les groupes léninistes, trotskystes ou maoïstes ont affirmé leur "soutien inconditionnel à l'I.R.A.) En France, la tactique du front "unique-avec-n'importe-qui" qui s'est matérialisée par une manifestation pour l'Irlande du Nord appelée par la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, A.H.R. Cause du Peuple, O.C.L., P.S.U., Révolution, Secours Rouge, P.C.B., U.C.F. m,l ; et les Comités Irlande, qui ont ainsi cautionné des luttes qui se déroulent en Irlande, et dont les principaux représentants sont l'I.R.A., (Armée Républicaine Irlandaise) et la N.I.C.R.A (Association pour les droits civiques d'Irlande du Nord) ; organisations on ne peut plus réformistes et étrangères à la lutte de classe. Il serait naïf de s'étonner d'un tel opportunisme ; ce n'est pas la première fois -ni la dernière- que les trotskystes- maoïstes cautionnent de tels massacres et de telles duperies ; au nom de la révolution et sous prétexte "qu'il ne faut pas se couper des masses", ils se font les grands défenseurs des bourgeoisies nationales -pour peu qu'elles se disent révolutionnaires- et des impérialismes russe ou chinois

*

m

EN FAIT, que se passe-t-il en Irlande?

Depuis qu'ont eu lieu les premiers troubles en Irlande, beaucoup d'hypothèses ont été émises sur la natures des luttes ; on a parlé à tour de rôle de guerre de religion, de lutte de libération nationale et de lutte de classe. Nous n'allons pas essayer de trouver un nouveau cliché, ni déclarer

que c'est tel ou tel parti qu'il y a à soutenir. Nous ne pensons pas que la tâche des révolutionnaires soit, ni de faire des commentaires journalistiques, ni de soutenir à tout bout de champ le moindre geste de révolte d'un peuple, aussi courageux soit-il. Nous pensons au contraire que la tâche des révolutionnaires face à de tels événements, est d'abord de comprendre la nature des luttes (1) et ensuite de les passer "par l'arme de la critique" révolutionnaire. Nous ne pouvons contribuer à une prise de conscience révolutionnaire du prolétariat qu'à travers une critique et une dénonciation sévères de toutes les déviations et mystifications dont la bourgeoisie fait savamment usage, et qui, non seulement freinent, mais empêchent toute lutte de déboucher sur des perspectives révolutionnaires. La lutte pour la clarification des idées est d'autant plus nécessaire que c'est en fin de comptes du niveau de conscience du prolétariat que dépendra la transformation d'une crise économique et sociale en crise révolutionnaire. En d'autres termes, il ne suffit pas que les conditions objectives soient mûres dans un pays pour que s'ouvrent obligatoirement des perspectives révolutionnaires. L'Irlande est là pour le prouver.

Il est un fait que les émeutes et les troubles en Irlande sont à l'origine, un produit de la même crise économique qui a donné mai 68 en France (2), ou les luttes contemporaines en Italie, en Angleterre, en Tchécoslovaquie, en Argentine ou en Pologne. De par son caractère plus arriéré économiquement, la récession économique générale du capitalisme s'est faite ressentir plus fortement en Irlande que dans d'autres pays d'Europe. Celle-ci compte en effet le taux de chômage le plus élevé d'Europe; et en Ulster, celui-ci s'abat principalement sur les catholiques. Le processus qui s'est produit à la suite de cette situation et à la veille des premiers troubles en Irlande est assez bien illustré par Bernadette Devlin quand elle raconte comment elle en est venue à participer dans le mouvement des droits civiques :

"Nous étions venus (à la manifestation) parce que nous voulions nous engager -dans quoi? nous ne le savions pas trop. Nous savions que quelque chose n'allait pas dans une société où le taux de chômage tombait rarement au-dessous de 10%".

Ou, quand elle dit :

"II. arrive un moment dans l'histoire d'un pays, où les gens ressentent les mêmes choses en même temps, de façon à créer une force et changer le cours des événements. C'est ce qui arriva en Irlande du Nord pen-^{1 2}

(1) Pour aider à compréhension du problème irlandais, nous recommandons vivement le livre "La Rumeur Irlandaise" par J.P. Carasso, paru en 1970, Editions Champ libre (en vente à la librairie "La Vieille Taupe")

(2) A ce sujet, voir "Comprendre Mai". R.I. N° 2.

dant l'automne 68".(1) Mais ce qu'elle appelle "les forces qui vont changer le cours des événements" n'est autre chose que l'Association des Droits Civiques !

Si la dégradation des conditions économiques a entraîné dans des pays plus développés industriellement des conflits qui se sont rapidement posés en termes de classe -prolétariat contre bourgeoisie- , en Irlande, de par tout un conditionnement historique du pays, que la bourgeoisie a su utiliser à son profit, le conflit a pris des formes nationalistes, réformistes et religieuses.

Nous n'allons pas faire ici un historique de l'Irlande, (il , existe pour cela des livres d'histoire) meme si celui-ci faciliterait la compréhension d'un mouvement qui a l'air aussi anachronique et confus que le mouvement irlandais, On peut dire que le prolétariat irlandais est en grande partie victime de ce passé historique auquel il tient tellement à se rattacher. C'est en effet ce passé qui permet aujourd'hui à la bourgeoisie irlandaise de jouer sur deux atouts importants pour empêcher une prise de conscience de classe : le premier est la division religieuse, catholiques-protestants ; le second -qui est d'ailleurs lié au premier- est le nationalisme irlandais qui veut faire de l'impérialisme britannique la cause de tous les maux.

LA RELIGION.

- - - - -

"La misère religieuse est d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation centre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, le sentiment d'un monde sans coeurs, comme elle est l'esprit dos temps privés d'esprit. Elle est l'opium du peuple . "

(Karl Marx. Critique de le philosophie hégélienne du droit.- 1844-.)

Si bien les divisions religieuses trouvent leur origine dans la colonisation de l'Irlande par l'Angleterre (le protestantisme étant la religion des colonisateurs, qui ont plus d'une fois massacré les Irlandais -catholiques- au nom du "juste jugement de Dieu") il n'y a pas besoin d'aller chercher si loin les causes de l'influence de la religion aujourd'hui.

Contrairement à la plupart des pays européens où le capitalisme a pu se développer, s'épanouir et assurer un niveau de vie assez élevé à la

- - - - -

(1) Bernadette Devlin. "The Price of my Soul". Pan Editions.

à la majorité de la population, et où, par conséquent, la religion a beaucoup perdu de son influence, en Irlande le capitalisme n'a jamais apporté un pareil progrès. Avec la colonisation anglaise l'Irlande a été transformée par la force en "jardin potager" de l'Angleterre. Au lieu d'un progrès, elle a subi une forme de misère différente (misère si terrible qu'elle a provoqué une émigration qui a dépeuplé le pays de moitié en moins de cent ans). Lomé de nos jours, malgré les efforts qui ont été faits par les divers gouvernements irlandais et anglais, l'Irlande reste ce:.. un pays essentiellement agricole, très peu développé du point de vue- industriel. Or, la force de la religion est proportionnelle à la pauvreté d'un pays . Mais cela ne suffit pas à expliquer l'existence et la permanence de deux religions distinctes et opposées.

Si, lors de la colonisation, le catholicisme et le protestantisme reflétaient assez fidèlement deux intérêts économiques divergents (colonisés, colonisateurs) aujourd'hui une telle divergence ne subsiste que grâce à la volonté de la bourgeoisie qui l'a créée et entretenue ; la bourgeoisie dans ces périodes difficiles (1) a en effet tout intérêt à fomenter des divisions sur des concepts raciaux ou religieux pour masquer les vraies divisions en classes économiques.

En Irlande du Nord, la bourgeoisie a divisé le prolétariat en établissant une frontière religieuse, idéologiquement, en accusant les catholiques de tous les défauts possibles (paresseux, sales, etc...) et en voulant les faire considérer comme une race inférieure. Economiquement, elle a entretenu cette division en favorisant les ouvriers- protestants en leur donnant -ou promettant- les meilleurs travaux (quand ce n'est pas simplement du travail), de meilleurs logements de façon à les faire sentir une classe privilégiée (du moins par rapport aux catholiques chez qui on trouve; des familles, qui sont depuis deux et trois générations, en chômage!) et s'assurer ainsi leur soutien. Ce stratagème s'est avéré jusqu'à présent assez efficace; s'il faut en juger par la popularité dont jouit le fanatique, Révérend. Paisley (dont le grand amusement est d'embrigader des jeunes pour aller assommer à coups de gourdin les catholiques..) ou par le succès des organismes d'"auto-défense", para-militaires orangistes tels que l'"Ulster Volunteer Force" ou le récent "Ulster Vanguard", qui compte ."60.000 membres prêts au "sacrifice suprême" pour protéger l'Ulster de toute menace

(1) En période de stabilité sociale et économique de tels problèmes ne se posent même pas. Avant que la crise n'éclate en Irlande, les ouvriers catholiques ne s'étaient pas posés des questions "mystiques" avant de s'allier d'amitié avec leurs camarades d'usine protestants, maintenant, même cela est devenu pratiquement impossible, à en croire les déclarations des ouvriers catholiques que Carasso reproduit dans son livre. (La Rumeur Irlandaise. "Les Catholiques" pg 103 à 146.)

contre l'existence de l'Ulster dominé par les protestants en tant que partie du Royaume-Uni." (Time Magazine).

Du point de vue catholique, la conscience de la ségrégation a donné naissance à l'Association pour les Droits Civiques. (N.I.C.R.A.)

- - - -

Créée aux environs de 1966, sur le modèle du Mouvement pour les Droits Civiques américain, la N.I.C.R.A. est le genre d'organisation réformiste typique qui peut regrouper en son sein n'importe qui ; tous ceux qui trouvent que la société pourrait être un petit peu plus juste. Ne se basant pas -en principe- sur des fondements politiques ni religieux, la N.I.C.R.A. n'a jamais été -ni prétendu être- révolutionnaire. Son seul but est de "lutter" (sans enfreindre les lois de la Constitution, à travers des pétitions écrites aux membres du Parlement, puis, par des marches "pacifiques") pour une "société plus équitable" en d'autres termes, pour réclamer le droit des couches les plus pauvres à se faire exploiter au même titre que les ouvriers anglais ou protestants. Le N.I.C.R.A. a donc regroupé en son sein depuis des bourgeois libéraux, catholiques et protestants, jusqu'à des éléments trotskystes et anarchistes (I). Etant la seule organisation existante en Ulster qui semblât vouloir "faire quelque chose", elle est rapidement devenue le pôle d'attraction de tous les mécontents. Les premières marches pacifiques qu'elle organisa -sur des mots d'ordre aussi inoffensifs que "One Man, One Vote", ou "Egalité pour les Catholiques"- connurent un grand succès et se trouvèrent 'être les provocatrices des premières luttes entre catholiques et protestants (tout à fait involontairement ,d' ailleurs). La N.I.C.R.A. fut rapidement débordée par des jeunes plus radicaux -dont Bernadette Devlin- mais tout aussi réformistes qui créèrent le mouvement "people's Democracy".

Dans ses grandes lignes, l'histoire de la People's Democracy peut être rapprochée de celle des S.D.S américain ou allemand. Mouvement essentiellement étudiant, formé sous le feu d'une situation sociale et d'une action bien déterminées, la P.D. a pu, pendant un certain temps, englober toutes les diverses tendances existant parmi les étudiants : réformistes déclarés, trotskystes, anarchistes, etc... Dès que la période d'effervescence passa, dès que la situation fut momentanément stabilisée par l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord (Août 69), la P.D. commença à périlcliter. Dans tout le confusionnisme propre à ce genre d'organisation, le niveau politique le plus élevé qui semble avoir été atteint ne dépasse pas le "socialisme nationaliste" de Connolly. Et là, nous, en venons à la deuxième grande mystification de la bourgeoisie irlandaise, le NATIONALISME.

- - - - - "L'affranchissement. des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles."

(Manifeste du premier Congrès de l'Internationale Communiste "aux prolétaires du monde entier".)

Ainsi le premier mouvement de révolte du peuple (nous utilisons exprès le terme "peuple" et non "classe ouvrière" ou "prolétariat", car ce mot s'applique mieux à la nature de ces mouvements ; nous n'avons vu en effet à aucun moment le prolétariat irlandais entreprendre des actions en tant que "classe") irlandais s'est exprimé sous la forme : conflit entre catholiques et protestants. Un départ sur de telles bases devait obligatoirement mener à poser le problème dans des termes tels que : catholiques -opprimés _irlandais ; protestants = oppresseurs = anglais. Ce fut l'évolution naturelle qui suivit, encore une fois fomentée et entretenue par le gouvernement républicain irlandais, les bourgeois catholiques d'Ulster et les organisations pseudo-révolutionnaires dont nous avons déjà parlé.

Dans les numéros précédents de notre revue, nous avons déjà développé, à travers plusieurs articles, nos positions sur les luttes de libération nationale. Les mêmes idées qui y sont développées s'appliquent aussi à l'Irlande. Quoiqu'on pense les nationalistes de tous bords, il n'existe pas de cas particulier de pays où la libération nationale représente une lutte valable. Et cela, nous le disons pas au nom d'une quelconque "orthodoxie" révolutionnaire ou d'une recherche de "purisme". L'histoire s'est appliquée à nous montrer maintes fois à quoi mènent de telles luttes : à la substitution d'un impérialisme par un autre, d'une bourgeoisie étrangère par une bourgeoisie nationale, à un changement dans la FORME du système d'exploitation. Le prolétariat paie ces luttes de son sang et n'y gagne qu'une nouvelle misère, une exploitation plus terrible (mais pour "son" pays...) une répression plus acharnée.

Dans les faits, ceux qui prônent la lutte contre un "impérialisme" quelconque, prônent par là-même la lutte POUR un autre impérialisme (une libération nationale réelle et pure n'étant pas possible ... exception faite de la Chine) et, en se rangeant aux côtés d'une bourgeoisie nationale ils lient les mains du prolétariat, seule classe portant en elle un avenir révolutionnaire .

Contrairement aux Léninistes, nous ne pensons pas qu'il y ait dans le monde une division entre pays capitalistes et pays impérialistes, les premiers étant "moins mauvais" que les seconds. Le monde entier est régi par le système CAPITALISTE (un et indivisible) et le capitalisme est toujours potentiellement impérialiste. Un capitaliste "non-impérialiste" n'est pas "moins méchant" ou moins exploiteur qu'un capitaliste impérialiste. Fomenteur de telles illusions, faire croire que les luttes nationales ont quelque chose de révolutionnaire, équivaut donc à lutter pour le maintien du système d'exploitation capitaliste, à encourager les massacres dont sont victimes des millions d'ouvriers ; cela équivaut enfin, à empêcher simplement le développement de luttes de classe.

Loin d'affaiblir le capitalisme, les luttes nationales ne font que le renforcer. Affaiblir une puissance impérialiste pour en renforcer une autre n'est de toutes façons pas la mission historique du prolétariat, n'en déplaie à nos marxistes de pacotille. (1)

S'obstiner à vouloir canaliser les luttes en Ulster sur le terrain de l'"anti-impérialisme" est d'autant plus ridicule aujourd'hui que la voisine République d'Irlande est un exemple vivant de ce que peut donner une libération nationale. En effet, si celle-ci est devenue ce qu'elle est, malgré la bonne volonté des Connolly, de Valera ou Collins, ce n'est pas parce que les gouvernements qui ont suivi étaient "mauvais" mais simplement parce que les conditions économiques du pays ne permettaient pas autre chose (à la rigueur on pourrait imaginer qu'un système de capitalisme d'Etat eût pu s'instaurer... mais qu'est-ce-que cela aurait changé?).

Prôner la lutte pour un "socialisme irlandais" implique :

1°- Un mensonge (il n'y a pas d'autre terme) car c'est entretenir de fausses illusions que de faire croire qu'il est possible d'instaurer le socialisme (dans le sens marxiste du terme, à savoir, impliquant la destruction du salariat et de l'économie marchande, et la tendance immédiate à appliquer le principe : à chacun selon ses besoins.) dans un seul pays, surtout dans (1)

(1) Par "léninistes" et "marxistes" nous entendons les groupes trotskistes (ou néo-trotskyistes comme International Socialism en Angleterre) et les groupés "marxiste-léninistes" pro-chinois. Nous voulons rappeler en passant que, s'il est vrai que le déclin et le plus tard, de la troisième Internationale ont été à l'origine de la position du soutien aux luttes de libération nationale, la position exprimée par la 3° I.C., lors du premier congrès, est loin d'être aussi ambiguë que celle que défendent ces groupes actuellement ; ceux-ci se sont fait en effet les perroquets-stupides d'une politique qui était déjà l'expression de la faillite du mouvement ouvrier international et de la montée du stalinisme. **La position exprimée lors du premier congrès est, elle, la position juste d'un parti, en période de crise révolutionnaire à l'échelle internationale;**

"Seule la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique conformément à un plan économique commun. Seule elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer avec une liberté et une indépendance absolue leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique et unifiée et centralisée de l'Europe et du monde."

"Manifeste de l'I.C., aux prolétaires du monde entier."

"Les Quatre Premiers Congrès de l'I.C."

un pays aussi peu développé que l'Irlande.

2°- Une entrave à la lutte de classe, poussant le prolétariat à s'identifier avec sa bourgeoisie irlandaise.

3°- Un renforcement de la division entre ouvriers catholiques et protestants.

En effet, le nationalisme irlandais s'identifie au catholicisme (en grande partie parce que les tentatives d'insurrection passées ont toujours été menées par des catholiques). Or, les ouvriers protestants voient avec terreur le nationalisme des catholiques puisque celui-ci représente pour eux. (s'ils en jugent d'après l'exemple de l'Irlande du Sud) la fin de leurs maigres privilèges et leur soumission à un régime beaucoup plus rétrograde et beaucoup moins avantageux du point de vue niveau, de vie, que le régime britannique (cela, même les ouvriers catholiques l'admettent.)

En prétendant hâter le processus de prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, les trotskystes et maoïstes ne font donc que soutenir la confusion et les duperies de la bourgeoisie. Sous prétexte qu'"il ne faut pas se couper des masses" (étrange politique révolutionnaire ; avec ce raisonnement ils auraient dû soutenir aussi le parti nazi, lorsque les "masses" y étaient) ils en arrivent à soutenir une organisation aussi aberrante que l'I.R.A,

- - - - -

Le nom même : "Armée Républicaine Irlandaise" dénote le caractère nationaliste, réformiste et, par conséquent, réactionnaire de cette organisation. Le fait qu'elle veuille obtenir ces réformes par la lutte armée ne lui confère aucunement un caractère révolutionnaire ; s'il est vrai que l'usage de violence sera nécessaire parce qu'inévitable dans la révolution, la violence en tant que telle n'a jamais été un indice du caractère prolétarien ou révolutionnaire d'une action.

Originellement, l'I.R.A. fut le corps d'armée créé par le parti nationaliste irlandais SINN FEIN en 1919 dans sa lutte d'indépendance contre les Anglais. Elle s'opposa en 1922 au traité qui divisait l'Irlande en deux . En 1926, quand il ne fut plus question de réviser la frontière des deux Irlandes, l'I.R.A. passa à la clandestinité et se donna comme but de mettre fin à cette division par "l'action directe". En fait, dans les années qui suivirent, elle se trouva à jouer surtout un rôle dans le folklore irlandais plutôt qu'autre chose. Elle fut appelée à réapparaître sur la scène lors des émeutes d'Août 69, où elle s'avéra n'avoir plus d'"armée" que le nom. C'est alors que fut créée la fraction "provisional" distincte de l'"Official", qui a, depuis, gagné une bien triste notoriété avec ses "actes exemplaires". Il va sans dire que, autant les buts que se propose l'IRA que les moyens qu'elle utilise pour y arriver sont totalement étrangers aux buts et aux méthodes de la lutte prolétarienne. Plutôt que l'émanation d'une lutte de classe, le terrorisme en est la négation (puisqu'il implique la non existence d'un prolétariat organisé, lequel n'utilise pas des bombes comme moyen de lutte.) En voulant harasser le gouvernement de la métropole, les méthodes terroristes

harassent tout d'abord la population civile sans la prédisposer pour cela vers un changement révolutionnaire ; au contraire, tout en fournissant une justification aux pires répressions et en portant à bout les nerfs de la population dans son ensemble, ces méthodes créent une situation propice à l'instauration des régimes les plus réactionnaires. (1)

Le fait que l'I.R.A. trouve effectivement un fort soutien parmi la population catholique qui voit en elle son défenseur contre les pogroms protestants et contre l'armée britannique, n'enlève pas à l'I.R.A. son caractère contre révolutionnaire. Au contraire, ce n'est pour les révolutionnaires qu'une raison de plus de la dénoncer en tant que déviation de la lutte de classe au même titre que la N.I.C.R.A et que, évidemment, toutes les organisations protestantes qui, elles, au moins ne se prétendent pas révolutionnaires.

- - - - -

La situation en Irlande n'est pas près de se "normaliser" Même si des accords avec le gouvernement britannique sont faits, même si l'Irlande est réunifiée et gagne son "indépendance", les racines du mal resteront. Pour que la situation irlandaise puisse être "assainie", il faudrait commencer par pouvoir assurer à tout le monde du travailles logements- vivables, un niveau de vie plus élevé... enfin tout ce que même les pays les plus développés du monde sont on train de perdre actuellement. Il serait naïf de s'imaginer que l'économie de l'Irlande va maintenant pouvoir se développer suffisamment alors que, 1°, elle n'a jamais réussi à le faire, même, " par temps calmes". 2°, que son-économie se trouve d'autant plus débilitee qu'elle, est rentrée dans le cercle vicieux : crise économique qui provoque des crises sociales, qui à leur tour entraînent des crises économiques plus fortes. 3°- le pays' sur lequel elle peut compter en premier lieu pour l'aider à s'en sortir, l'Angleterre, se trouve lui-même dans le marasme économique le plus fort depuis la guerre. 4°, l'économie capitaliste MONDIALEMENT est en train de subir les premiers effets d'une crise qui ne promet pas de s'arrêter demain (- Voir article "La Crise", dans ce numéro).

Cette crise pose à nouveau l'alternative : socialisme ou barbarie, révolution sociale ou poursuite et intensification des massacres. 'Aujourd'hui, plus que jamais, s'impose aux révolutionnaires la nécessité de combattre les mystifications que la bourgeoisie utilisera jusqu'au bout pour récupérer et dévier les luttes de classe qui surgiront à l'échelle mondiale. Ce n'est qu'à travers la conscience d'être une classe internationalement exploitée que le prolétariat acquerra les armes de sa lutte. Ce n'est qu'en luttant dans cette direction (et non en augmentant la confusion) que nous, révolutionnaires, pouvons espérer hâter le processus qui mène à une révolution prolétarienne mondiale. Et ce n'est qu-- dans celle-ci que l'Irlande verra la fin de Ses malheurs.

TALY.

 (1) A la suite de l'assassinat d'un chauffeur d'autobus, membre du Régiment de défense d'Ulster, commis probablement par l'IRA, il y eut à Londonderry une manifestation de catholiques et protestants ENSEMBLE... pour protester contre l'assassinat, et déposer une pétition au commissariat de police pour réclamer le retour à l'ordre. Le Monde. 19-2-72.

L'OPPORTUNISME

TROTSKYSTE

EN

BOLIVIE

-I- LA BOLIVIE et les LUTTES en AMERIQUE LATINE

Jusqu'à présent, la réalité des luttes en Amérique Latine était couverte par les illusions tiers-mondistes de "pouvoir au bout du fusil", de "libération nationale par la guérilla" dont la totalité des "universitaires gauchistes" (à la suite de Régis Debray) se faisait le chantre. Pour les groupes trotskistes et maoïstes issus de Mai 68, "le monde vivait à l'heure du Ché". L'été 1971 qui a mis fin à un certain nombre d'illusions avec les événements du Pakistan, de Ceylan, du Soudan, etc. (1) n'a pas épargné non plus les mystifications entretenues à ce sujet par un tapage contre-révolutionnaire. L'exemple récent de Castro venant demander aux mineurs chiliens du Cuivre de tempérer leurs revendications et d'arrêter toutes leurs grèves, pour ne pas entraver le front populaire d'Allende, ne vient que confirmer tout cela. Il montre à quel point la soi-disant "révolution cubaine" n'était en fait que le passage de ce pays de la domination des USA à celle de l'URSS. Devant l'évidence qui fait reconnaître de plus en plus que ces "luttes nationales" servent simplement de monnaie d'échange entre les grandes puissances et non pas à contribuer à un 'progrès économique réel des forces productives, les multiples gauchistes "guerrilléristes" ne savent plus à quel saint se vouer: Castro n'est plus qu'un "sale bureaucrate" (1) (1)

(1) cf. "Révolution Internationale" numéro 5, "La fin des Illusions".

qui a entre autres approuvé l'intervention russe en Tchécoslovaquie et dénigré Mai 68, Debray publie des "Entretiens avec Allende" dans lesquels la lutte armée n'a plus guère de place, et jusqu'à Mao qui soutient Yahya Khan et élimine Lin-Piao considéré maintenant par certains comme le nouveau martyr après Guévara, (ainsi la " Chine Rouge" deviendrait "Rose", couleur qu'elle aurait toujours eue selon d'autres puisque Staline disait déjà après la Deuxième Guerre que les communistes chinois étaient comme des radis, rouges à l'extérieur et blancs au dedans)

Une réalité a encore contribué à détruire de fond en comble les analyses immédiatistes montrant ainsi la nécessité d'une compréhension à l'échelle historique et d'une vision internationale: celle de la Bolivie en Août 71.

En effet, le massacre des travailleurs boliviens au nom de la libération nationale a montré avec éclat la faillite de l'analyse de tous les courants qui se disent léninistes. Il a rejoint tous ceux qui se perpétuent dans ce continent Sud-Américain depuis un demi-siècle au profit de l'un ou de l'autre des divers impérialismes qui se partagent la planète.

En Bolivie, depuis Avril 1952, date de la nationalisation des grandes compagnies d'étain (Patino, Aramayo, Hochschild) par le gouvernement de Paz Estensoro -leader du MNR (mouvement National Révolutionnaire fondé en 1942)- les visées trotskystes ne sortent pas du cadre de la participation, majoritaire ou non -c'est à dire de la cogestion avec la petite bourgeoisie- des ouvriers à ces nationalisations et à l'organisme chargé de les administrer: la COMIBOL (Corporation lanière Bolivienne) (1). Or pour le prolétariat de ce pays maintenu dans la mono-production par les intérêts de la grande bourgeoisie liée à l'impérialisme américain (ou anglais avant la Deuxième Guerre Mondiale) LES NATIONALISATIONS NE PRESENTENT ABSOLUMENT PAS UN CARACTERE PROGRESSISTE TEL QUE VOUDRAIENT LE FAIRE CROIRE TOUTES LES TENDANCES DE LA PETITE BOURGEOISIE NATIONALISTE que soutiennent les trotskystes au nom du "Front Unique Ouvrier". En effet, d'une part, l'exploitation économique de la Bolivie est entièrement dépendante des hauts et des bas du cours de l'étain sur le marché international et ainsi, pour éviter la faillite, les divers gouvernements ne feront que s'ouvrir aux prêts et aux capitaux américains depuis 1953. Ainsi, par exemple en 1958, les dirigeants de La Paz se trouvèrent face à une diminution de 30% sur le quota exportable -diminution imposée par le Cartel International de l'Etain qui renonça à soutenir artificiellement le prix du minerai face à l'affluence constante de l'étain russe sur le marché. (1)

(1) Déjà en 1951, le P.O.R. (parti Ouvrier Révolutionnaire), alors dirigé par Juan Lechin avait fait alliance avec le MNR, il avait soutenu en particulier Estensoro dans sa candidature aux élections gouvernementales.

La gestion de la COMIBOL ne fait que masquer la réalité: l'exploitation elle de plus en plus accrue des mineurs boliviens due à la saturation des marchés qui se manifeste par des licenciements croissants et un travail double avec des salaires de misère pour ceux qui restent, car le prix de l'étain bolivien est en baisse vertigineuse. Ces nationalisations ne sont qu'une tentative de rationaliser le système dans le cadre d'un monde impérialiste. Paz Estensoro reflétait en quelque sorte d'avantage la réalité bolivienne que les courants dits de Gauche (P.C. et P.O.R.) quand il déclarait: "A ceux qui réclament la nationalisation de toutes les industries je réponds que cela reviendrait à nationaliser la misère". En assimilant ainsi, grâce à ces courants le Communisme à la misère, il contribuait à entretenir UNE CERTAINE VISION DU COMMUNISME QUI N'EST EN FAIT -COMME EN URSS- QUE LE CAPITALISME D'ETAT c'est à dire la phase de déclin du Capitalisme forcé, face à la crise internationale, de se replier sur l'exploitation décuplée du prolétariat à l'échelle de la nation.

En représentant de la fraction libérale" de la petite bourgeoisie il s'opposait à l'alternative proposée par les staliniens et les trotskystes de gérer la pénurie au profit de l'URSS par l'intermédiaire d'un parti unique: ainsi il refusa, en 1960 un prêt de 150 millions de dollars qu'offrait l'impérialisme russe. D'autre part, malgré l'accélération relative d'un projet d'industrialisation qui provient en partie de l'importance nouvelle prise par la ville de Santa Cruz et sa région (découverte de gisements de pétrole, construction d'un réseau routier qui permet de descendre de Cochabamba à travers les derniers contre-forts des Andes, installation de sucreries, etc..) le problème de l'agriculture avec la masse énorme de paysans incultes de l'Altiplano et les grandes propriétés reste la question dominante pour la Bolivie comme pour tous les pays du Tiers-Monde pillés en matières premières et maintenus dans la, mono-production par les lois du marché mondial, problème qui ne peut se résoudre véritablement que dans le cadre d'une révolution internationale donnant le pouvoir au Prolétariat en particulier dans les métropoles industrielles. Le remède appuyé par les Trotskystes en ce domaine comme complément aux nationalisations pour "développer économiquement la Bolivie vers le Socialisme" fut la réforme agraire. Celle-ci fut entamée par la loi d'Août 53 du gouvernement Estensoro: elle ne modifiait pas la propriété foncière en considérant trois types de propriété -petite, moyenne et entreprise agricole capitaliste- et ainsi les indiens reçurent en toute propriété les parcelles qu'ils occupaient précédemment. COMMENT PEUT-ON QUALIFIER CE NOUVEAU MORCELLEMENT DE PROGRESSISTE?

Il y eut en fait une baisse de la production agricole qui retrouva avec, peine sa valeur d'avant la réforme en 1962. Le POR, qui encourageait les occupations de terres par la force en parlant de "Pouvoir Paysan" ne vit dans ce fait qu'un soi-disant sabotage d'Estensoro: les trotskystes ne comprirent pas que les traditions de l'économie de subsistance ainsi que les faibles moyens techniques et finan-

ciers à la disposition des "bénéficiaires" de la réforme suffisent à expliquer l'échec de celle-ci. Le Capitalisme en décadence ne peut que . maintenir de plus en plus d'énormes masses dans la misère; le cas des paysans boliviens est typique comme celui des autres paysans des hautes terres andines ou des "caboclos" du nord-est brésilien. La loi de 1953 n'a pas augmenté leur niveau de vie, qui est égal à peu près à celui des paysans pauvres de l'Europe médiévale. Ces masses sous-alimentées, sous-informées dominées par la peur de la repression ou par le respect superstitieux du pouvoir, sont les plus fermes soutiens des gouvernements bourgeois -libéraux ou démocratiques- qui peuvent se succéder. "Hasta la muerte con Estersoro !" proclamaient les pancartes des milices paysannes pour défendre la réforme, et en 1965, un fort noyau paysan pro-Barrientos ne cessa de se manifester pour celui-ci jusqu'à son élection à la présidence sans jamais, se soucier du sort des mineurs. Ceci est une leçon que la fraction trotskiste proche du castrisme n'a jamais su tirer. Pourtant l'échec de la guérilla du Nancahuazu et la mort de Guévara sont facilement explicables par la dénonciation constante aux autorités, de la part des paysans de la région, des déplacements des rebelles. Il n'y a qu'à se reporter au journal de l'ancien ministre cubain tenu pendant sa campagne.

Sous le gouvernement Torres les surenchères de chaque fraction de la bourgeoisie s' amplifièrent et en particulier celles de la petite bourgeoisie (classe moyenne des villes, intellectuels, bureaucratie syndicale, etc.) qui développa à fond la thèse de la liberation nationale, c'est à dire de l'indépendance vis à vis des USA -thèse soutenue à fond par les divers trotskystes au nom de la "Révolution permanente" qui leur fait entrevoir ce qu'ils appellent les "Etats Unis Socialistes d'Amérique du Sud". En effet, les difficultés économiques n'ont fait que croître depuis les différentes nationalisations et additions à la réforme agraire. De plus en plus pour échapper à l'emprise nord-américaine les partisans du "nationalisme- révolutionnaire de gauche". comme le déclarait Torres, se rendent compte qu'il leur faut développer des relations avec d'autres Etats tels que l'URSS, la Chine ou même Cuba. En effet, les réalités économiques du marché mondial s'imposent et devant elles le verbiage idéologique n'a plus qu'à s'incliner. Torres, protagoniste de la nationalisation de la Bolivian Gulf Oil' C° et qui avait tenté de jeter les bases d'une industrie de transformation de l'étain n'a eu qu'à se plier au bon goût de Washington. Les moindres écarts importants ont entraîné des pressions des USA. Par exemple, le refus d'accorder des crédits pour finir de construire le gazé-oduc devant relier Santa Cruz à la frontière Argentine. D'autre part, les lois du marché qui bloquaient déjà la production de la Bolivie en étain ont également très vite entravé la tentative d'écoulement d'une production pétrolière importante. Mais ce général-président qui subissait l'influence contraire de l'armée ne pouvait pas choisir franchement une voie dite de "gauche ", Ainsi seuls tous les courants au sein de l'Assemblée Populaire jouaient à fond les diverses cartes de rechange impérialistes.

Et la gamme en est grande, du P.C. pro-Moscou pour la voie chilienne en accord avec l'URSS au P.C. pro-Pékin pour la voie Viet-Namienne avec la bénédiction de Mao, jusqu'aux trotskystes qui eux varient entre la voie du M.I.R.(1) et son soutien critique à Allende, la voie cubaine avec le mythe de la guérilla et des paysans, ou bien tout simplement la même que celle du PC pro-Moscou en espérant prendre rapidement la direction du "gouvernement ouvrier". Ce sont ces derniers qui avec toute leur propagande pseudo-révolutionnaire contribuent le plus à maintenir des mystifications sur la situation réelle en Bolivie et en Amérique Latine.

Leurs mots d'ordre de "Libération Nationale" ne firent qu'aller à l'encontre du processus révolutionnaire qui se dégage en période de décadence. EN AUCUN CAS, LEURS REVENDICATIONS NE PEUVENT FAIRE AVANCER LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS: ELLES SONT UN OBSTACLE DE PLUS QUE LE MOUVEMENT OUVRIER DEVRA DEPASSER.,

De toute la politique contre-révolutionnaire des petits bourgeois, bureaucrates et apprentis bureaucrates, c'est toujours le Prolétariat qui fait les frais soit au profit d'une nouvelle classe soumise à un nouvel impérialisme, soit par son extermination au profit de l'ancienne classe. Examinons les organes (Assemblée Populaire, Partis Trotskystes, ...) qui aux yeux de la grande presse faisaient office de véritables bastions révolutionnaires.

-II- "L'ASSEMBLEE POPULAIRE"

D'où venaient et qu'était cet organisme, que du "Figaro" à "Rouge" et à "Informations Ouvrières", on qualifiait de "premier soviet d'Amérique Latine"?

Il n'est besoin que de citer les affirmations péremptoires des trotskystes, "pablistes" ou "lambertistes", sur sa véritable nature pour amorcer LA DENONCIATION COMPLETE DE BON ROLE DE MYSTIFICATION par rapport à la lutte réelle du Prolétariat sur ses bases de classe dans les pays du Tiers-Monde (Venezuela, Argentine, ...). Le rôle de cet organe est à dénoncer aussi bien à son apparition que lors de son fonctionnement.

"Quelles conclusions tirons nous de la première session de

 (1) M.I.R. Mouvement de la Gauche Révolutionnaire au Chili formé en majeure partie d'étudiants.

l'Assemblée ? Nous pouvons premièrement voir ses aspects positifs. ELLE EST INDISCUTABLEMENT UNE REALISATION DE LA CLASSE OUVRIERE, née de la défaite d'Octobre dernier. Cette défaite a montré clairement la nécessité pour les ouvriers de développer leurs propres organes de pouvoir, plutôt que de se reposer sur un secteur de l'armée bourgeoise. L'ASSEMBLEE EST UNE CREATION SPONTANEE, UN ORGANE POTENTIEL DE POUVOIR, UNE SORTE D'HYBRIDE, SE SITUANT ENTRE UN SYNDICAT BRITANNIQUE, UN PARLEMENT BOURGEOIS ET UN SOVIET POTENTIEL...!" ("L'Assemblée Populaire Bolivienne, in "Quatrième Internationale", n°51, sept. 71).

"...En premier lieu L'ASSEMBLEE POPULAIRE EST UNE CREATION DES MASSES ELLES MEME. Ceux qui disent que l'Assemblée Populaire aurait été imposée artificiellement par des politiciens professionnels se trompent du tout au tout. Durant la crise d'Octobre 70, déclenchée par le coup d'Etat d'éléments militaires de droite, les masses se sont données immédiatement UNE DIRECTION POLITIQUE DU NON DE "COMMANDEMENT POLITIQUE" QUI ETAIT CONSTITUEE PAR LA REUNION DES DELEGUES OUVRIERS AVEC LES REPRESENTANTS DES PARTIS DE GAUCHE..." (Guillermo LORA parle..." in "Informations Ouvrières" n° 535, oct. 71).

Formation.

En fait, comment s'était constituée la dite "Assemblée Populaire"? Etait-elle une "réalisation ouvrière"? Une création spontanée? Une création des masses elles mêmes comme le prétendent les textes précédents ?

Voyons les faits.

A la suite du coup d'Etat de Niranda contre Ovando en Octobre 70, les syndicats ouvriers -C.O.B. (1)- appellent à une grève générale et forment un "Commandement Politique" avec le P.R.I.N. (2), le P.C. pro-Moscou, le P.O.R. tendance Lora, le M.N.R. Cette remarquable association de bureaucrates non seulement assure le triomphe de Torres -"général issu du peuple"- et donc toujours celui de l'armée, mais encore s'empresse de solliciter ce dernier pour obtenir la moitié des postes ministériels dans un éventuel gouvernement d'unité bourgeoise baptisé "Populaire".

Ainsi les trotskystes du style Lora ne font que se confondre avec les Partis de rechange de la bourgeoisie: partis qui se posent en candidats gestionnaires de l'Etat existant pour leur propre profit en tandem avec l'Impérialisme Russe. Leur opportunisme n'est pas un phénomène nouveau: nous l'avons déjà souligné pour leur soutien à Estensoro

- - - - -
(1) C.O.B. : Centrale Ouvrière Bolivienne, fondée en 1953 après l'élection d'Estensoro.

(2) P.R.I.N. : Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationaliste, dirigé par Juan Lechin, scission du M.N.R. de 1954.

en 1951. lise traduit même aujourd'hui par une complète identité de programme avec ces partis dits communistes. LES TROTSKYSTES APPARAISSENT CLAIREMENT COMME DE SIMPLES PRODUITS DE LA CONTRE-REVOLUTION EN DEVOYANT LE MOUVEMENT DE CLASSE DANS LE MEME SENS QUE LES SOCIO-PATRIOTES (staliniens et autres).

Essuyant le refus de Torrès (qui subit de l'autre côté les pressions de la bourgeoisie privée et de l'Impérialisme Américain, c'est ce "commandement politique" qui va décréter la formation d'une "Assemblée Populaire", en r diger les statuts, en assumer le contrôle, en élaborer le programme. Il faut donc une sacré dose d'hypocrisie pour affirmer tranquillement, comme le fait Lora, dans ses déclarations, que l'Assemblée Populaire n'est pas la chose artificielle de politiciens
ALORS QU'ELLE EST DANS UN CONTEXTE DE CRISE PERMANENTE DU CONTINENT SUD-AMERICAIN, L'EMANATION D'UNE FRACTION DE LA PETITE BOURGEOISIE QUI CHERCHE A S'APPUYER SUR LES MASSES.

A aucun moment, les ouvriers ne sont à l'origine de cette Assemblée; et cela est tout à fait clair lorsqu'on regarde la composition et le programme de l'organisme en question.

Composition.

A sa première session, l'Assemblée se divisait en tout entre 132 délégués "d'organisations ouvrières", 53 d'organisations des classes moyennes, 23 d'organisations paysannes et 11 de partis politiques. Le président en est le vieux bureaucrate Juan L chin. C'est à un véritable cartel d'organisations et non   une organisation unitaire que nous avons à faire: en -effet les intérêts divers de différentes couches et classes sociales y sont représentés. D'entrée donc, le caractère FONDAMENTALEMENT NON-PROLETARIEN de cette assemblée est affirmé. Et ce n'est pas le nombre supérieur des délégués d'organisations "ouvrières" qui nous contredit quand on sait l'origine de leur désignation: la C.O.B. I

Face à cela, le P.O.R. tendance Gonzales affirme que l'organisme est une "réalisation de la classe ouvrière". Les critiques de ces trotskystes-ci se résument en réalité à une seule raison : ils ne sont pas admis à l'Assemblée qui doit tôt ou tard les reconnaître comme la seule direction politique. Naïvement, ils s'étonnent que tous les votes se fassent à bulletin secret, protestant au nom de la démocratie ouvrière; ils s'étonnent que "dans de nombreux cas, les délégués présents n'étaient ni mandatés ni révocables", que "les dirigeants nationaux ou les responsables présents à La Paz se sont arrogé le droit de représenter leurs Organisations à l'Assemblée", ("Bolivie -Les Leçons. d'Août 71", Document Rouge n  11), alors que dans la citation tirée du numéro de la IV  Internationale ils qualifiaient l'Assemblée de "Sorte d'Hybride"   mi-chemin entre le Parlement, le Syndicat et le Soviet.

L'extraordinaire est que, pour eux, il n'y a pas là d'indice suffisants d'une situation non prolétarienne (prolétariat qui lutte pourtant par ailleurs sur son terrain de classe: par exemple les mineurs de l'Altiplano dont Debray" regrettait l'attitude négative").

Pour les trotskystes, l'Assemblée était un "organe potentiel de pouvoir": il suffisait que le P.O.R. en prenne la direction pour lui donner un contenu réellement prolétarien. On retrouve là l'argument de Trotsky dans "Nature de l'Etat Soviétique" (1935): "Si le Parti soumet politiquement le Soviet à sa direction, en lui même ce fait change aussi-peu le système soviétique que la domination d'une majorité, conservatrice change le système du parlementarisme britannique... Le contenu révolutionnaire ne peut être donné que par le Parti". Les conséquences de cette analyse amènent ses disciples à ne plus savoir discerner entre le Soviet -le "conseil ouvrier" organe de la Dictature du prolétariat tel que l'histoire l'a montré en Russie en Octobre 1917- et un Vulgaire parlement de futur front populaire du genre chilien, (1)

C'est au niveau du programme, que l'Assemblée apparaît le mieux comme un parlement bourgeois, et que les trotskystes s'en font les meilleurs propagandistes.

Programme.

Les discussions dans l'assemblée ne dépassèrent jamais le stade de :

- 1) la cogestion syndicale dans les mines d'étain nationalisées,
- 2) la création de tribunaux dits populaires,
- 3) la formation de milices mais non-armées (car Tomes refusait évidemment de donner des armes aux civils),
- 4) la reconnaissance de Cuba, reflétant par là même l'idéologie petite-bourgeoise en correspondance avec la composition sociale de l'Assemblée .

Le reste des débats ne fut qu'un ramassis de bavardages sur l'éducation, la justice, etc... tout à fait dans la ligne des législateurs de la Troisième République Française.

Le point le plus débattu -présenté comme "l'oeuvre la plus avancée" de l'Assemblée, car il devait ".ouvrir la voie au Socialisme"- fut celui sur la co-gestion. Un document écrit par le syndicat des mineurs (2) proposait comme tâche pour l'Assemblée à soumettre à Torrès, un système de gestion paritaire de la COMIBOL entre le Gouvernement et les délégués syndicaux. Ce texte fut soutenu par tous les partis -et en particulier par le PC pro-Moscou (qui d'ailleurs en était le rédacteur en majeure partie).^{1 2}

 (1) cf. la critique des positions trotskystes sur les Conseils Ouvriers dans le numéro 1 de Révolution Internationale, "Le Pouvoir des Conseils".
 (2) F.S.T.I.B. : Fédération Syndicale des Travailleurs mineurs de Bolivie.

Ce parti mettait en avant un paragraphe du projet qui expliquait que l'autonomie et la décentralisation économiques étaient nécessaires à la Corporation Minière Bolivienne pour qu'elle soit efficace aussi bien sous le socialisme que sous le capitalisme, La totalité du projet allait dans le sens des intérêts de l'URSS qui est un client important de cette corporation. Client désirant une fourniture régulière et un bon marché de l'étain bolivien. D'ailleurs de nombreux fonctionnaires soviétiques et Est-européens s'étaient rendus pendant cette période en Bolivie comme ils continuent actuellement d'affluer par exemple au Chili et au Pérou.

Par là même, l'Assemblée ne faisait que continuer à renflouer l'économie capitaliste car la COMIBOL connaissait des difficultés financières et, provoquant des licenciements, la participation des travailleurs à sa gestion, à son fonctionnement, était un moyen de réduire, les crises en évitant les grèves, et donc de perpétuer l'exploitation grâce aux exploités eux mêmes. A un niveau politique le texte ne visait donc qu'à consolider le régime Torres : DANS LES FAITS, L'ASSEMBLEE N'ETAIT QU'UN APPENDICE DU GOUVERNEMENT, UN PARLEMENT .DEFENSEUR DE L'INTERET NATIONAL.

finalement le document fut adopté à l'unanimité avec un amendement qui demandait la majorité -et non plus la parité- pour les délégués syndicaux dans la direction de l'organisme.

Les vœux pieux de l'Assemblée pouvaient parfaitement se résumer ! de la même manière que le faisait Estensoro à La. fin de son mandat présidentiel en 1956: "Le nationalisme de nations latino-américaines représente un seul et même courant parce-qu'il doit faire face à des problèmes communs. Nous sommes révolutionnaires parce-que nous croyons qu'il ne sera pas possible de faire de la Bolivie un pays politiquement souverain s'il n'y a pas de justice sociale".

Dans toutes ses interventions, le trotskyste Lora, "adversaire résolu du réformisme et du stalinisme"!, appuya les propositions des syndicats et des partis de "gauche". POUR LUI, LA PARTICIPATION A LA COMIBOL ETAIT "UN PONT VERS LE SOCIALISME" : "en avançant le mot d'ordre de la co-participation ouvrière majoritaire à la COMIBOL, et une série de mesures d'exécution tirées de ce mot d'ordre, contre et en dehors de la volonté du pouvoir, allant au delà de la juridiction qui domine le pays, décidée à mobiliser les masses pour l'imposer, l'Assemblée Populaire nourrissait la marche des masses vers le gouvernement ouvrier". (Lora, in "Informations Ouvrières" idem). Donc le P.O.R. appuyait exactement le même programme que les socio-patriotes, mais avait l'intention, lui, de le réaliser intégralement: si le P.C. n'en était qu'à "la démocratie avancée", il revendiquait une prise du pouvoir qui signifiait l'installation du capitalisme d'Etat immédiatement.

L'autre trotskiste, Gonzales Koscoso, parlait de "contrôle ouvrier sur la production" c'est à dire en fait également de la gestion majoritaire sur la production nationale dans le même sens que la COMIBOL. Simple différence: les exploités devraient davantage se préoccuper de leur propre exploitation, directement sur les lieux de travail. Ce P.O.R. acceptait l'Assemblée en bloc, mais se souciait surtout d'organiser avec les paysans l'occupation des terres et la préparation de la lutte armée dans les montagnes en vue de la prise du pouvoir ; le même schéma des révolutions nationalistes de Cuba et de Chine était plaqué ici : un bloc de plusieurs classes cimenté par son avant garde, l'Armée Révolutionnaire Populaire. Mais l'issue est aussi la même, le Capitalisme d'Etat.

Avant d'essayer de voir plus en détail les manifestations de l'opportunisme des trotskystes, nous les renvoyons, par rapport au caractère nationaliste et bourgeois du programme, à Trotsky lui même qui, bien que faisant une fausse analyse de la contre-révolution à partir des années 1922-23, ne tarissait pas de critiques violentes contre les centristes pendant la Guerre d'Espagne :

"Les journaux nous informent qu'en Espagne, tous les partis de "gauche", tant bourgeois qu'ouvriers, ont constitué un bloc électoral sur la base d'un programme commun, qui bien sur ne se distingue en rien du programme du "Front Populaire" français et de tous les autres programmes charlatanesque du même genre... les "communistes de gauche" espagnols (Andres Min, Juan Andrade, etc...) se sont plus d'une fois débarrassés de notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des "conditions particulières" de l'Espagne.

ARGUMENT HABITUEL DE TOUS LES OPPORTUNISTES, CAR LE PREMIER DEVOIR DU VÉRITABLE REVOLUTIONNAIRE PROLETARIEN CONSISTE A TRADUIRE LES CONDITIONS PARTICULIERES DE SON PAYS DANS LE LANGAGE INTERNATIONAL DU MARXISME, QUI EST COMPREHENSIBLE AUSSI PAR-DELA LES FRONTIERES DE SON PROPRE PAYS". (Trotsky, "La Trahison du P.O.U.M. espagnol", 22 jan. 1936)

-III- LES DEUX P.O.R.

Le trotskysme est une idéologie issue du reflux du mouvement prolétarien de 1917 à 23. Produit de la contre-révolution et marqué par elle il n'a jamais pu indiquer la voie prolétarienne et révolutionnaire, ni comprendre les nouvelles méthodes de luttés nées du sol de la-période de décadence ouverte par la Première Guerre Impérialiste.

Le trotskysme existe comme mouvement de masses en Bolivie

depuis 1945. Cela est dû à plusieurs facteurs : en particulier à l'implantation de sections de la IV Internationale en Amérique du Sud lors de la présence de Trotsky au Mexique entre 1938 et 40) et également à sa participation à la résistance anti-fasciste. L'influence nazie était très forte dans tous ces pays et plusieurs chefs d'état ultérieurs ont été formés à l'école hitlérienne et mussolinienne : que se soient Vargas au Brésil, Péron en Argentine ou Villaroel en Bolivie même. Une fois vaincues les puissances de l'Axe, dont d'ailleurs certains membres du M.N.R. admiraient fort les idées, ce même mouvement National Révolutionnaire entama la reconstruction nationale avec le retour d'Estensoro de Buenos-Aires et son élection en 1951 -reconstruction nécessitée par les crises successives dues à la guerre du Chaco de 1935 et au conflit mondial. Comme la C.G.T. et le P.C.F. en Franco, les Trotskystes participèrent à la remise sur pied du pays par l'intermédiaire du P.O.R. dirigé alors par Juan Lechin. De la même façon que Thorez, ce dernier demanda aux mineurs de l'étain de retrousser leurs manches et de produire: après la résistance aux cotés de l'impérialisme américain, la production pour le marché mondial dominée par ce même impérialisme.

La période de la guerre froide voit se développer des accès de volontarisme stalinien en vue d'étendre les zones d'influence de l'impérialisme russe (avec en particulier des campagnes très violentes menées par les P.C. occidentaux : contre les visites de diplomates américains en Europe cf. Ridgway on France), et par conséquent un nouveau stade de dénonciation et persécution du trotskysme et assimilée à la C.I.A, au titisme, au sionisme, etc... Face à l'embrigadement du prolétariat dans la participation aux reconstructions nationales et dans les diverses luttes inter-impérialistes -donc son absence totale en tant que classe historique- l'isolement des révolutionnaires est considérable et la crise des diverses idéologies de rechange pour le capitalisme d'état s'approfondit, en particulier celle du trotskysme, qui éclatant en de multiples sectes se proclamant toutes l'unique héritière de l'inconsistante IV Internationale, consomme sa faillite historique dans les bras du stalinisme.

Correspondant à la scission dans le secrétariat de la IV Internationale entre les partisans de l'entrisme dans les P.C. ou P.S. (Pablo, Posadas,...) et ceux du maintien d'une organisation indépendante (Lambert, etc..)-(1), un éclatement du P.O.R. a lieu en Bolivie après 1953 sur les mêmes problèmes par rapports air M.I.R. (1)

(1) Pablo, revenant sur la fameuse phrase du "programme de Transition": "Les forces productives ont cessé de croître" (nouvelle période qui s'ouvre car le Capitalisme aurait découvert de nouvelles méthodes d'adaptation : ce que Mandel appellera le "Néo-Capitalisme"), théorisait pratiquement une extinction de toute lutte révolutionnaire très longtemps

Ainsi la fraction dirigée par Guillaume Lora, rejetant ce qu'elle appelle "les positions liquidatrices d'entrisme dans le M.N.R. puis de capitulation devant la direction syndicale léchiniste de la C.O.B. - position frauduleusement imposée par Pablo et Posadas au nom de la IV Internationale", se distingue organisationnellement à partir de 1954 pour "la reconstruction du P.O.R. sur la base d'une fidélité absolue au Programme de Transition".

Le_P.O.R. - A.J.S.

S'acharnant à disputer le contrôle des syndicats (C.O.B. et Fédération des Mineurs) au P.C. (fondé en 1950) et aux autres réformistes, le POR de Lora ne cessera de diffuser le programme des revendications "transitoires" mis au point par le Congrès de Palacayo de la Fédération des mineurs en 1946 (salaire minimum vital et échelle mobile des salaires, semaine de 40 heures et échelle mobile des heures de travail, occupation des mines, conventions collectives, indépendance syndicale, contrôle ouvrier sur les mines, etc...). Et de concessions réformistes en collaborations de classe ouvertes, il fera du mot d'ordre de co-gestion syndicale (majoritaire ou non) dans la COMIBOL son cheval de bataille, ce qui l'amènera à cautionner le gouvernement Torres comme nous l'avons vu, et à se ranger systématiquement sur toutes les positions du PC pro-moscou (comme par exemple sur le problème de l'armement du Prolétariat en acceptant la formation de milices mais non-armées : il est vrai que pour réaliser le Front Unique on peut bien descendre jusqu'aux voies pacifiques vers le socialisme...). Ce parti a eu un jeu favorable dans ce parlement bourgeois que fut l'Assemblée Populaire car sa base sociale y était représentée en forte majorité, à savoir les classes moyennes des villes (professions libérales, fonctionnaires, étudiants, journalistes, ...) et les diverses bureaucraties syndicales qui s'apparentent à cette petite bourgeoisie. Il put allègrement laisser libre cours à son opportunisme qui se manifesta en particulier par de savantes manoeuvres contre son ennemi irréductible : le P.O.R. pabliste. Ainsi Lora proposa que pour rejoindre l'assemblée, tout parti publie une liste de 5000 sympathisants, et il ne cacha nullement que "l'existence de l'Assemblée Populaire suppose l'élimination politique de ceux qui prétendent imposer du dehors certaines formes de luttes aux travailleurs) . Constamment sur une ligne "démocratique" et "anti-fascistes" il contribua pleinement à orienter les mineurs dans cette impasse criminelle et contre-révolutionnaire.

("100 Ans de stalinisme" !). donc préconisait pour les trotskystes de militer dans les P.C. pour éviter les pressions de toutes sortes. La fraction Lambert -majoritaire- restait religieusement fidèle aux thèses du "Programme de transition" et s'obstinait à construire l'organisation de masse en pleine contre-révolution et reconstruction bourgeoise,

L'opportuniste Lora peut alors affirmer tranquillement après le coup d'Etat de Banzer que "le mouvement ouvrier est en partie intact. Il s'est simplement replié dans ces centres de travail et bien qu'il ait livré une dure bataille (300 morts, 500 emprisonnés déportés dans la jungle), il serait faux de dire que le peuple Bolivien a été écrasé par la réaction, mais il y eu un recul momentané", tout en disant un peu plus loin; "Il serait absurde de placer sur le même plan et d'agir de même pour ce qui concerne Banzer et Torres. Si un révolutionnaire commet cette erreur, il court le risque d'être fusillé." (Lora, in "Informations Ouvrières", idem).

EN VERITE BEAUCOUP DE PROLETAIRES NE COURENT PLUS CE RISQUE CAR ILS SONT DEJA MORTS. MORTS D'AVOIR APPUYE LA BOURGEOISIE DEMOCRATIQUE QUI NE LES A PAS FUSILLES, MAIS QUI FACE AUX TANKS ET AUX AVIONS DE BANZER, NE LEUR A PAS DONNE D'ARMES : CE QUI REVIENT STRICTEMENT AU MEME !

Toutes ces positions sont celles de l'autre fraction Lambertiste qui existe en France et qui apparaît principalement sous le sigle "A.J.S." (Alliance des Jeunes pour le Socialisme). S'appuyant ici aussi essentiellement sur les classes moyennes (étudiants, enseignants, ...) cette tendance trotskiste développe le même opportunisme que l'on a pu constater entre autre récemment par son, soutien aux syndicats contre toute forme de grèves sauvages, aux candidats uniques des "Organisations ouvrières"; le nommé Caston Deferre !, la bataille de l'UNEF pour... "la défense des intérêts des étudiants", les défilés anniversaire pour la commémoration de la Commune aux côtés des représentants des grandes loges maçonniques, etc... Une de ces caractéristiques est d'essayer de lancer -comme l'ancienne social-démocratie, mais avec moins de moyens- des mobilisations de ses troupes en dehors de tout mouvement réel (le Bourget, Essen...)

Sa campagne pour le P.O.R. a donné lieu à de véritables proclamations hystériques, dignes de celles de "l'Humanité" à la fin de (du genre "à chacun son boche!"): on pouvait lire en effet sur ses tracts à la suite d'une liste de noms à consonance latino-américaine "Morts au champ d'honneur de la Révolution Mondiale"! Sinistre caricature du véritable combat prolétarien qui n'a rien à faire de "l'honneur" et qui ne se déroule pas aux côtés des anti-fascistes aussi crapules que les fascistes: mais quand on a une vision policière de l'histoire...

LE P.O.R. - LIGUE COMMUNISTE

Après une période d'entrisme dans le MIR les éléments trotskystes favorables à la branche pablo-Posadas, font une véritable découverte: la "Victoire Ouvrière" à l'issue de la crise de 1952, a été "confisquée" par ce même MNR dont les intentions d'édifier le Socialisme

sont pour le moins réduites (1). Por eux, comme pour Lora, le Socialisme était possible en Bolivie malgré le sous-développement : seul les voies et les tactiques changent. En effet, l'agitation partie de la Sierra - Maestra et la prise du pouvoir par les guerrilleros à Cuba, vont fournir à ces trotskystes leur analyse, leur programme et leur stratégie : "... Il n'y a pas d'essor et de développement possible sans renversement du capitalisme et sans affrontement avec l'impérialisme : pour développer le pays, il faut, comme Cuba le fera plus tard, expulser l'impérialisme en s'appuyant sur la mobilisation des masses". La libération nationale serait donc un moyen de tirer certains pays du sous-développement en dehors de tout contexte du marché mondial et participerait de la prise de conscience pour la nécessité de la révolution prolétarienne internationale. Le cours ultérieur des événements à Cuba et en Amérique latine montre tout à fait le contraire: que ce soit la stimulation à la production avec la - Zafra de 1970 ou bien l'abandon de toutes les guerrillas. Malgré ce passé, ge inévitable de Cuba sous la tutelle de l'impérialisme russe, les positions du P.O.R dirigé par Gonzale Moscoso vont désormais tourner autour de l'axe guerrilla - libération nationale. Culminantes après l'écrasement des mineurs par l'armée en 65 et 67 et la valorisation de la " guerre du peuple" avec le "foco" de Guevara, elles seront toujours présentées pendant la période de l'Assemblée -malgré leur recul général- comme le facteur principal du mûrissement de la crise décisive.

Ces trotskystes vont la main dans la main avec le P.C- pro Pékin de Zamora. L'une part parce que leurs propositions sont des plus lapidaires dans le plus pur style maoïste: "le Pouvoir est au bout du fusil", "Pour s'orienter vers une situation de double pouvoir, le P.O.R. proposait de passer aux actes"! (Document Rouge N° 11 -Bolivie les leçons d'août 71). Et d'autre part parce que leurs revendications sont essentiellement d'ordre paysan. En fait, leur grand souci est de pousser les paysans à la réalisation totale de la réforme agraire qu'Estensoro avait proposée puis soit disant entravée, c'est à dire à la liquidation des latifundia, l'occupation des terres et leur distribution aux exploités: voilà l'ouverture vers le socialisme. Forts de leur implantations dans Confédération Indépendante des Paysans, c'est le " programme" qu'ils diffusèrent pendant la période de l'Assemblée Populaire. Ils formèrent ainsi la gauche révolutionnaire avec... Lechini ! La position du P.O.R -Gonzales est que le sort de l'assemblée dépend de la lutte au dehors. L'Assemblée, pour qu'elle puisse servir pour la révolution, doit traiter de deux problèmes principaux: la révolution ne pouvant être faite contre la volonté de la majorité paysanne, elle doit s'occuper de la situation sociale et politique à la campagne où il y a une agitation croissante et un nombre

- - - - -
 (1) Estensoro élu en 1951 avait été chassé quelques mois par la Junta du général Quiroga. C'est grâce aux milices ouvrières (trois jours de combat, 1500 morts) qu'il avait pu réintégrer son poste de président en Avril 1952.

croissant d'occupations de terres dont beaucoup sont organisées par le P.O.R et le P.C pro-Pékin; et elle doit s'occuper de la création d'une armée populaire révolutionnaire" ! (l'Assemblée Populaire Bolivienne dans IV^{ème} Internationale N° 51- septembre 71). Sur la même ligne anti-fasciste et nationaliste que leurs adversaires du P.O.R Lora, ils contribuèrent lourdement à orienter le prolétariat vers le massacre inter-impérialiste. Les leçons qu'ils tirent de cet "échec" sont du même niveau que précédemment: poursuivre la lutte, organiser des guerri-llas !

Tout ce romantisme débile et ce volontarisme tiers-mondiste constitue les aspects fondamentaux de la fraction trotskyste pabliste-frankiste qui s'est auto-proclamée Ligue Communiste (section française de la IV^{ème} Internationale) après le mouvement de Mai 68. Se basant surtout sur le milieu étudiant, ce groupe a suivi la courbe la plus opportuniste: du spontanéisme du 22 mars avec le soutien aux Comités d'Action jusqu'au syndicalisme le plus complet (le Syndicat est l'arme de tous les travailleurs" titrait Rouge récemment), du boycottage des élections ("élections, piège à cons" le 11 juin 68) au candidat à la présidence Krivine, au soutien du P.C. aux municipales et à la préparation active des législatives en 73 (avec peut être un ministre trotskiste dans un éventuel front populaire !). pour ne citer que les exemples les plus connus,

Sa manie de lancer des campagnes anti-fascistes (Burgos, Secours Rouge,...) et anti-impérialistes (soutien effréné au F N L vietnamien, création d'un Front de solidarité Indochine,...) rapproche le plus souvent cette tendance des positions maoïstes. Bon soutien à Ho-Chi-Minh qui parlait des "scories trotskystes" après les avoir tués et à Castro; fidèle haut parleur des positions russes ; témoigne de la même politique contre-révolutionnaire que les positions de son P.O.R bolivien. Et pour la Ligue, le deuil et les héros se portent également bien de ce côté-là;

-IV- MASSACRE INTER-IMPERIALISTE ET VOIE REVOLUTIONNAIRE

Parmi les multiples massacres qu'a connus la Bolivie (notamment celui de 1952 qui permit à Estenssoro de reprendre le pouvoir) celui du mois d'août 1971 ne dépareille pas „Au contraire, encore une fois, IL LONTRE QUE C'EST LE PROLETARIAT QUI A SUBI TOUT LE POIDS DU CARNAGE ET DE LA REPRESSION QUI A SUIVI :ce meme prolétariat dont Estenssoro et le M.N.R se servaient il y a dix neuf ans pour se débarrasser des militaires et contre lequel aujourd'hui, il se retourne en compagnie de ces memes militaires (du style Banzer) et de la Phalange Socialiste

Bolivienne (d'inspiration franquiste) dont il avait fait exécuter les dirigeants en 1960. Le leader du M.N.R peut déclarer le 20 août 1971 : "cette journée est une des plus heureuses de ma vie" !: ' ... en effet le prolétariat vient de servir à nouveau de chair à canon au profit des intérêts d'un impérialisme contre un autre impérialisme. Les mineurs ont marché à fond dans le mythe de l'indépendance nationale comme pendant la guerre du Chaco où les rivalités entre trusts pétroliers (Standard Oil américaine et la Shell) ont provoqué le conflit entre la Bolivie et le Paraguay (1929 et 1932-35 résultats: 100.000 morts !). La propagande trotskyste qui a poussé à fond les ouvriers dans la lutte pour la libération nationale par l'intermédiaire de l'Assemblée Populaire ou des guérillas peut mesurer ses responsabilités et ses effets contre-révolutionnaires simplement au niveau des faits eux-mêmes .Ce fut une véritable boucherie: contre les tanks, les mitrailleuses, les fusils modernes, les bombes et les avions. de Danzer, les mineurs se battaient les mains nues ou presque (quelques centaines de fusils de 1930 et des bâtons de dynamite !). Torres s'appuyait sur une partie de l'armée qui l'a lâché, il n'arma évidemment jamais les milices. Pendant que les mines étaient occupées par l'armée et que le reste des ouvriers étaient pourchassés, les blindés dans le centre de LA PAZ détruisaient l'Université réduisant en bouillie les étudiants. Les différents P.O.R ramassent les fruits des illusions qu'ils avaient semées chez les travailleurs : demain c'est contre eux et contre leur politique opportuniste que se dressera le prolétariat bolivien et sud-américain. Continuer à parler de Front Populaire après les expériences aux issues sanglantes de 36 en France et en Espagne, d'Anti-fascisme après la duperie de la résistance et de la "libération" ,d'Anti-impérialisme ou de libération nationale après les exemples de Cuba ou de la Chine, c'est se préparer à rejoindre les poubelles de l'histoire aux côtés des sociaux-patriotes- et consorts staliniens.

Que faut-il donc attendre, nous demanderons alors tous les opportunistes ? Leur argument étant : tant qu'il y a de la lutte, il y a de l'espoir, même si cela aboutit au massacre. Et en effet, que peut-on attendre, où est la solution dans ces pays d'Amérique Latine ? Il y a bien sûr de quoi se poser le problème en regardant la Bolivie, pays qui a le plus bas niveau de vie avec Haïti de tout le continent sud-américain (autant dire l'un des plus bas du monde !). Par exemple, à l'échelon des statistiques, les chiffres sont affolants : alors qu'en Argentine la consommation de viande par an est de 119 kgs par habitant, en Bolivie elle est de 25k gs ; sur 5 millions d'habitants, il y a 68% d'analphabètes ; 1 enfant sur deux meurt avant un an ! les conditions de vie et de travail du prolétariat étant quant à elles le pire de ce que l'on peut imaginer : -licenciements massifs dès que le prix de l'étain baisse sur le marché mondial (et c'est extrêmement fréquent comme on l'a vu) , -maladies (30% de silicosés, 60% de tuberculeux,...), -le travail lui-même : "Dans les galeries de mines, la chaleur est si forte que les équipes de pointe ne peuvent rester plus de 5 minutes face au rocher dans la clameur des marteaux pneumatiques. Torses nus, ruisselants de sueur dans

les boyaux où l'humidité atteint fréquemment 95%, asphyxiés par la poussière de minerai, les ouvriers sortent après huit heures de travail dans l'atmosphère raréfiée du haut-plateau à 4000 mètres d'altitude où la température tombe en-dessous de zéro pendant la nuit. A Milluni, au dessus de La Paz, 4600 mètres d'altitude, des ruisseaux glacés suintent dans les galeries..." (la Bolivie dans les 20 Amériques latines -M. Niedergang - collection Politique- le deuil).

Si l'on ne doit pas partir pour les guérillas, faut-il alors se satisfaire du remède que trouvent les indiens et les travailleurs de l'Altiplano contre la faim permanente : c'est à dire les feuilles de coca que l'on mâchonne sans arrêt et qui à la longue empoisonnent ou abrutissent ? Faut-il croire à la révolte des indiens qui prendraient leur destin en mains ? Cette éternelle révolte des pauvres contre les riches conçue comme une métaphysique du bien contre le mal, de la liberté contre l'esclavage par Sanjines (°) -révolte qui ne débouche que sur le désespoir ou sur la vengeance, collective à la manière des Jacques au Moyen-Age et qui ne peut amener à aucune conscience claire de classe.

La réponse à toutes ces voies en forme d'impasses est apportée de manière éclatante par les luttes des travailleurs qui se développent dans toute l'Amérique Latine en-dehors de toute idéologie nationaliste .Que ce soient les ouvriers de l'automobile à Cordoba en 1969 qui ébranlèrent l'Argentine, ceux du Pérou en grève en dépit du gouvernement militaire" progressiste" récemment les mineurs du cuivre' chilien qui continuèrent leur grève malgré tout le poids idéologique que peut encore représenter Castro qui leur demandait de se modérer, ou bien les ouvriers métallurgistes de l'entreprise Sidor au Venezuela qui séquestrèrent leurs chefs syndicaux et affrontèrent l'armée que ces derniers avaient appelée ! PARTOUT SUR DES BASES DE CLASSE, LE PROLETARIAT DES PAYS SOUS DEVELOPPES SE DRESSE CONTRE SA BOURGEOISIE, REPONDANT EN ECHO AU FORMIDABLE RENOUVEAU DSS LUTTES DANS LES PAYS AVANCES, A L'EST COMME A L'OUEST (Grèves sauvages dans toute l'Europe, Pologne, et c . . .). La crise économique qui commence à faire sentir ses effets dans toutes les métropoles industrielles' et qui met fin au soi-disant miracle des pays capitalistes avancés fait renaître des luttes de plus en plus en totale rupture avec la contre-révolution qui avait suivi le mouvement prolétarien de 1917-1923. ET CEC LUTTES SONT DE RENE NATURE A L'ECHELLE INTERNATIONALE :le spectre de la révolution communiste vient maintenant faire trembler tous les bourgeois camouflés derrière un masque socialiste du genre Allende ou Castro ! Voilà le chemin que sera contraint de rejoindre le prolétariat bolivien contre toutes ses illusions :le chemin de la lutte pour le Pouvoir des Conseils Ouvriers au niveau

 (°)cinéaste bolivien auteur de "le Sang des Condors" et "Akaman" (c'est ainsi) préoccupé par les communautés de langue quetchua et aymara de la civilisation pré-colombienne-

international, et tous les opportunistes avec leurs échafaudages comme les Assemblées Populaires n'ont qu'à bien se tenir.

"La dialectique de l'histoire progresse au milieu des contradictions et, avec chaque chose nécessaire, elle met au monde son contraire. La domination de classe bourgeoise est sans doute une nécessité historique, mais le soulèvement contre elle de la classe ouvrière ni en est pas moins nécessaire. le capitalisme est une nécessité historique mais son fossoyeur aussi, le prolétariat socialiste ; la domination mondiale de l'impérialisme est une nécessité historique, mais également son renversement par l'Internationale prolétarienne .A chaque pas existe deux nécessités historiques que si contestent l'une l'autre, et la notre, la nécessité du socialisme, a plus de souffle .NOTRE NECESSITE EST PLEINEMENT JUSTIFIEE DES LE MOMENT OU L'AUTRE, LA DOMINATION DE CLASSE BOURGEOISE CESSE D'ETRE PORTEUSE DE PROGRES HISTORIQUE ET DEVIENT UN CARCAN ET UN DANGER POUR L'EVOLUTION ULTERIEURE DE IA SOCIETE. C'est précisément ce que la guerre actuelle a révélé à propos de l'ordre capitaliste.."

"La force impérialiste d'expansion du capitalisme qui marque son apogée et constitue son dernier stade à pour tendance, sur le plan économique, la métamorphose de la planeta en un monde où règne le mode de production capitaliste, l'éviction de toutes les formes de production et de société périmée, précapitaliste, la transmutation de toutes les richesses de la terre et des tous les moyens de production en capital, tandis que les masses laborieuses de tous les pays sont transformées, elles, en^ s claves salariés. En Afrique, en Asie, du Cap Nord au Cap-Horn et à l'Océan Pacifique, les derniers vestiges de communautés communistes primitives, de conditions de domination féodale, d'économies paysannes patriarcales, de production artisanales séculaires sont anéantis, foulés-aux pieds par le capitalisme qui extermine des peuples entiers et efface de la surface du globe des civilisations millénaires pour y substituer les moyens les plus modernes d'extorquer du profit. Cette marche triomphale au cours de laquelle le capitalisme fraie brutalement sa voie par tous les moyens : la violence, le pillage et l'infamie, possédée un cote lumineux: elle a créé les conditions préliminaires à sa propre disparition définitive ; ELLE A RES EN PLACE LA DOMINATION MONDIALE DU CAPITALISME A LAQUELLE SEULE .LA REVOLUTION MONDIALE DU SOCIALISME PEUT SUCCEDER. Tel était le seul aspect culturel et progressiste de ce que l'on a appelé la grande oeuvre civilisatrice du capitalisme dans les pays primitifs. Pour les économistes et les politiciens bourgeois libéraux, des chemins de fer, des allumettes suédoises, des canalisations de rue' et des comptoirs de commerce représentent le "progrès" et la "civilisation". Mais en eux-mêmes, ces ouvrages greffés sur des conditions économiques primitives, ne représentent ni le progrès ni la civilisation, car ils sont vendus au prix de la ruine accélérée des pays où ils sont introduits, leurs peuples ayant à subir d'un seul coup la misère et l'épouvante de deux âges: celui des rapports de domination de l'économie naturelle traditionnelle et celui de

l'exploitation capitaliste la plus moderne et la plus raffinée. C'est seulement en tant que conditions préliminaires à la suppression de la domination du capital et à l'abolition de la société de classes que, dans un sens historique plus large, les ouvrages de la marche triomphale du capitalisme portaient la marque du progrès. C'est en ce sens que l'impérialisme, en dernière analyse, travaillait pour nous."

"LA GUERRE MONDIALE EST UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE DU CAPITALISME. Pour la première fois, le fauve que l'Europe capitaliste lâchait sur les autres continents fait irruption d'un seul bond en plein milieu de l'Europe... CETTE FOLIE CESSERA LE JOUR OU LES OUVRIERS D'ALLEMAGNE ET DE FRANCE, D'ANGLETERRE ET DE RUSSIE SE REVEILLERONT ENFIN DE LEUR IVRESSE ET SE TENDRONT UNE MAIN FRATERNELLE, COUVRANT A LA FOIS LE CHOEUR BESTIAL DES FAUTEURS DE GUERRE IMPERIALISTES ET LE RAUQUE HURLEMENT DES HYENES CAPITALISTES, EN POUSSANT LE VIEUX ET PUISSANT CRI DE GUERRE DU TRAVAIL: PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !"

(La Crise de la Social-Démocratie- Rosa Luxembourg- prison des femmes à Berlin- avril 1915)

- - - - -

Face au PATRIOTISME et aux APPELS à l'alliance sacrée entre classes, du style:

" Patriotes,... Ce gouvernement n'est pas celui des boliviens, c'est un régime de marionnettes aux mains des yankees... Des mains étrangères ont élaboré le coup d'Etat, le pouvoir est maintenant aussi entre des mains étrangères... Nul ne peut nier par conséquent la - nécessité de construire l'unité combattante de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes, pour commencer la grande bataille dans des conditions qui offrent une réelle perspective de pouvoir populaire et national." Et plus loin :

"Toutes les actions de résistance doivent être envisagées suivant les dispositions de lutte adoptées par le Front. Chaque mesure en faveur du patriote persécuté, prisonnier ou exilé; chaque action de sauvegarde des richesses naturelles et de la souveraineté politique de la Bolivie; chaque pas en défense de l'autonomie universitaire, de la liberté de presse, des droits syndicaux acquis ; toute la bataille en somme, doit être envisagée en tenant compte du fait que le Front Révolutionnaire anti-impérialiste n'est pas seulement l'instrument nécessaire pour renverser la dictature, mais le pouvoir même avec lequel le peuple imposera ses droits, et avec lequel la Bolivie affirmera son existence indépendante."

(Manifeste du "Front Révolutionnaire Anti-impérialiste" de Bolivie, novembre 1971)

Face à ce déluge d'immondices nationalistes, la vision prolétarienne peut seul être que :

- Les luttes de libération nationale n'ont rien à avoir avec la révolution prolétarienne et ne sont qu'un dévoiement des véritables luttes ouvrières qui se déroulent sur un terrain de classe,

- En Amérique Latine -comme dans tous les pays dits sous-développés- le prolétariat doit lutter contre sa propre bourgeoisie et tous ceux qui veulent l'entraîner aux cotés de celle-ci en parlant d'"unité nationale",

- En Bolivie, l'Assemblée Populaire ne présentait on rien une nature prolétarienne -étant au contraire un parlement bourgeois qui avec son programme de co-gestion préparait les masses au massacre inter-impérialiste ,

- La politique des P.O.R -en dépit des polémiques "spectaculaires" qui les opposaient- se caractérisait fondamentalement de la même façon : un ralliement total à l'ensemble des positions des partis "démocratiques" c'est-à-dire à une pratique ouverte de collaboration de classe.

- - - - -

**"LES PROLETAIRES N'ONT PAS LE PATRIE !
ILS ONT TOUT A PERDRE ET RIEN A GAGNER DANS LES
LUTTES DE LIBERATION NATIONALE!**

- - - - -

Guy Sabatier

REPONSE

A

DANIEL GUERIN

(en tant que militant de l'O.C.L.) (1)

Un mot d'introduction.

Les camarades de "Cahiers du communisme de conseils" nous avaient déjà appris les déplacements de Daniel GUERIN à Marseille destinés sans doute à essayer d'insuffler à grands coups de meetings et de réunions un souffle "réel" à l'"O.C.L."

C'est dans la même perspective volontariste et confusionniste qu'il a fait part à "l'ORGANISATION CONSEILLISTE DE CLERMONT-FERRAND" il y a quelques semaines de la proposition suivante :

"...Le groupe "Fédération Anarchiste de Clermont-Ferrand" voudrait organiser un débat sur l'autogestion organisée avec Gaby Cohn-Bendit et moi même. Avant de répondre, je voudrais que tu me dises par retour si ton groupe accepterait de participer et à ce débat, et à son organisation, comme je le souhaiterais..."

La réponse politique qui suit et qui a été adressée à D. Guérin -en tant que militant de l'O.C.L.- concerne tous les militants révolutionnaires (et au premier chef ceux qui existent dans cette organisation) : c'est pour cela que le regroupement a jugé bon de la faire paraître dans ce numéro 6 de R.I.

(1)- Organisation Communiste Libertaire

Cher camarade,

L'Organisation Conseilliste de Clermont-Ferrand, partie prenante pour un regroupement national de l'Ultra-Gauche (1), a parfaitement conscience que celui-ci ne peut se faire et se consolider sans une appréhension théorique toujours plus profonde, toujours plus critique, et en conséquence sans une pratique claire rejetant toujours plus loin, entre autre, et l'aventurisme et l'opportunisme.

C'est ce souci révolutionnaire de la clarification théorique qui nous a amenés à faire une critique de la plateforme de l'O.C.L. (dont il semble que vous soyez "l'aine") et qui paraîtra vraisemblablement dans le numéro 10 des Cahiers du Communisme des Conseils.

Sais vouloir ici la reprendre, il nous paraît cependant important pour l'avenir, de vous éclairer un peu sur le "pourquoi nous ne sommes pas militants de l'O.C.L." (ne parlons pas de la F.A.).

Que dire de vos positions sur une question aussi importante que le syndicalisme si ce n'est qu'elles ne sont pas claires du tout et parfois même contradictoires. Nous n'en voulons pour preuve que quelques phrases, parues dans le numéro 1 de "Guerre de Classe", et qui dénotent, il faut bien le dire, l'incohérence et l'absence d'analyse du syndicalisme. Dans l'éditorial il est dit en effet:

"les caractéristiques de toutes ces luttes sont : le débordement des syndicats..." puis "...Le Capitalisme, en pleine crise monétaire, ne pourra plus opposer à l'action du Prolétariat la barrière branlante des syndicats flics et des partis bidons..."

Mais plus loin en le faisant paraître, vous cautionnez un article de la CGT et CFDT dans lequel il est dit :

"Actuellement, le gouvernement et le patronat veulent avec l'aide de leur appareil d'Etat répressif, domestiquer les syndicats...
Travailleurs réveillez-vous etc... etc..."

D'un côté donc, vous le constatez et vous semblez vous réjouir, les luttes débordent les syndicats; de l'autre vous vous faites les porte-voix d'un appel aux travailleurs pour la défense des syndicats ! ?... En fait vous n'avez pas encore répondu à la question théorique, -et qui a des conséquences directes éminemment pratiques, à savoir : le syndicat dans la période actuelle de décadence du Capitalisme, est-il toujours

(1) Regroupement partiellement en cours et qui n'est d'ailleurs, pas tant le résultat de volontés individuelles qu'une conséquence des premiers balbutiements de la reprise du mouvement révolutionnaire international.

arme de l'émancipation de la classe ouvrière ou est-il devenu le boulet de la révolution?... tant que vous n'aurez pas pris une position de classe claire, la-dessus, vous vous condamnez à barboter dans les eaux troubles du "soutien critique"

Que dire de vos positions sur les luttes de libération nationale, si ce n'est qu'elles sont en discussion ! et que pour ainsi dire tous "les espoirs" sont permis !

Pourtant, non! car voici que paraît un "Appel pour la Constitution d'un fonds international de Solidarité pour l'Indochine", une nouvelle association philanthropique et, au bas de laquelle, fleurit entre deux humanistes, philanthropes le nom de Daniel Guérin. Il est pourtant dit dans ce texte, parmi tant d'autres inepties pour un marxiste révolutionnaire, que :

"La résistance exemplaire du petit peuple Vietnamien a rappelé au monde que les grandes puissances ne sont pas seules à déterminer la marche de l'histoire..."

Autrement dit, qu'importe le rapport de force pourvu qu'on ait la foi ! ...la foi sauve ! On est loin de la conception matérialiste de l'histoire. On oublie de dire que derrière le "petit peuple vietnamien", qui est manipulé, mystifié, qui est en quelque sorte l'objet historique par excellence, se tiennent les véritables instigateurs, les véritables -concurrents des U.S.A., les impérialismes russe et chinois, et que l'issue du combat ne fera qu'exprimer le rapport de force entre les trois grands. Les prolétaires n'ont pas leur place dans ce conflit. La guerre du Viêt-Nam serait-elle une "Guerre de Classe" camarade Guérin ? Si non, que dire de ceux qui soutiennent et qui invitent les prolétaires à aller à la boucherie pour un combat qui n'est pas le leur ? (ceci afin de prévenir tout argument du genre "culpabilisant" et se voulant larmoyant !) En substance, nous vous répondons ceci:

A ces jeux sordides, à ce reniement du passé révolutionnaire, il n'est pour nous qu'une réponse: Vive l'Internationalisme Proletarien ! le vrai ! (phrase extraite -ô comble de l'incohérence !- du numéro 1 de "Guerre de Classe").

De plus le tract ci-joint vous expliquera avec plus de détails notre position sur la question.

-- -- -- -- --

Enfin, à propos de l'auto-gestion, il est dit d'abord dans votre plateforme:

"Il n'y a pas pour nous de coupure historique formelle... mais un développement continu et dialectique des pratiques auto-gestionnaires depuis la lutte des classes jusqu'à la victoire du Proletariat ! Puis plus loin: "Il est non moins évident que la Révolution ne peut être une simple restructuration politique et économique de l'ancienne société mais qu'elle bouleverse à la fois tous les domaines..."

Ce développement est-il "continue" mais alors la Révolution ne "bouleverse" plus rien ! Ou alors la révolution "bouleverse"-t-elle jusque et y compris l'organisation de la production et alors le développement n'est plus continu. Hélas ! Votre plateforme ne nous permet pas de trancher. N'allez pas croire que c'est une question de mots. Ce problème a eu et aura dans la pratique une importance fondamentale pour l'avenir de la Révolution.

Il entre dans la logique du Capitalisme de socialiser la production. Mais en l'occurrence il ne faut pas confondre CETTE production socialisée et la production socialiste. Conscients de cette différence qualitative, exprimant une DISCONTINUITÉ les communistes de Conseils que nous sommes ne partagent pas l'idée selon laquelle les masses ouvrières doivent gérer une organisation capitaliste de la production socialisée.

Le but du Socialisme, ce n'est pas une meilleure gestion, même "auto", de l'organisation capitaliste de la production socialisée. En ce sens nous ne sommes pas de "communistes gestionnaires", des "communistes d'entreprise".

La Révolution Socialiste ce n'est pas SEULEMENT l'expropriation juridique des patrons, l'expropriation juridique de la classe bourgeoise, mais c'est aussi la réorganisation radicale de la production (qui correspond d'ailleurs à une libération des forces productives).

La Dictature du Proletariat sous forme des Conseils Ouvriers aura l'immense tâche, non seulement, celle stratégique, "négative" et qui est l'affaire de la classe, de combattre la contre-révolution, mais aura l'immense tâche -disions nous- de transcender l'ancienne production socialisée de la société en une production socialiste. Dans les faits cela se traduira par un véritable BOND QUALITATIF, une DISCONTINUITÉ dans l'organisation sociale de la production.

L'ennemi fondamental c'est le Capital (et les structures réifiées qui en découlent), l'auto-gestion dans le meilleur des cas ne se débarrasse que, et que juridiquement, des capitalistes.

Nous pensons cependant que votre plateforme et notre critique peuvent constituer une base de discussion, discussion que nous sommes d'ailleurs pour notre part, prêts à entreprendre, Mais vous comprendrez, cher camarade, que pour l'heure, votre proposition nous est parue quelque peu opportuniste et qu'en conséquence nous la rejetons. Cela n'excluant pas l'intervention de nos militants à votre éventuel meeting.

Salutations communistes.

I'O.C.C.F.

- - - - -